

DJAZAGRO 2026

Une première journée sous le signe de l'innovation et des échanges

La 23e édition du salon Djazagro a débuté sur une note particulièrement positive au Palais des Expositions (Safex), confirmant d'emblée son statut de rendez-vous incontournable pour les professionnels de l'agroalimentaire. Dès la première journée, la forte mobilisation des exposants, visiteurs et experts a donné le ton d'un événement placé sous le signe de l'innovation, du partage d'expertises et du développement de partenariats stratégiques. P 3



EXPORTATIONS DE GNL

L'Algérie maintient sa place dans le top 10

Avec un volume d'exportations de 2,04 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) au premier trimestre 2026, l'Algérie se classe à la dixième position mondiale, confirmant ainsi sa présence parmi les principaux exportateurs et son rôle stratégique sur la scène énergétique internationale.

P 5

LE PRÉSIDENT LE SOULIGNE

« L'Algérie fait de la justice sociale un pilier fondamental de son action »

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que l'Algérie figure parmi les pays les plus attachés à la justice sociale, rappelant que la Révolution de libération nationale a été menée précisément pour consacrer ce principe fondamental. Il a souligné que la justice sociale constitue un socle ancré dans le parcours de développement du pays, une constante inscrite dans ses différentes Constitutions, ainsi qu'un pilier central de ses politiques publiques depuis l'indépendance.

P 3

DANS UN CONTEXTE
GÉOPOLITIQUE TENDU

La production de l'alliance OPEP+ enregistre un repli historique

Le marché pétrolier mondial a enregistré un net repli en mars 2026, marqué par une baisse significative de la production de l'alliance OPEP+, sur fond de tensions géopolitiques croissantes au Moyen-Orient. Selon le dernier rapport mensuel, la production globale du groupe a chuté de près de 7,7 millions de barils par jour, pour s'établir à 35,055 millions de barils par jour, contre plus de 42,7 millions le mois précédent.

P 3

Publicité

SIPSA®
FILAH
AGROFOOD

24^{ème}
édition

SOUS LE PATRONAGE DE MONSIEUR
LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE
DU DÉVELOPPEMENT RURAL
ET DE LA PÊCHE

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

18 > 21 MAI 2026

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

Afrika
Food Export

DJAZAGRO

PRISE EN CHARGE DES PATIENTS EN ALGÉRIE
Un nouveau dispositif dévoilé

Le secteur de la santé accélère sa transition numérique. Depuis Guelma, le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a annoncé la mise en place récente d'une plateforme numérique dédiée au suivi à distance des dossiers médicaux. Une évolution visant à moderniser les structures sanitaires et à améliorer concrètement la prise en charge des patients sur l'ensemble du territoire. Déployée après un travail technique mené par une équipe spécialisée en informatique, cette plateforme se présente comme un outil opérationnel, prêt à être utilisé par les établissements de santé. Elle ambitionne de fluidifier les échanges d'informations médicales et de renforcer la coordination entre les différents acteurs du système de soins. Télémédecine et télé-radiologie ; la plateforme numérique ouvre de nouvelles pratiques. La plateforme numérique permettra aux équipes médicales de franchir un cap dans les pratiques de soins. Selon les précisions du ministre, elle offrira plusieurs fonctionnalités clés. Ce dispositif vise notamment à réduire les déplacements des patients vers les grands centres hospitaliers, un enjeu récurrent dans les régions éloignées. Il doit également améliorer la rapidité des diagnostics et renforcer l'efficacité globale des prises en charge. Le ministre a souligné que « la numérisation et la généralisation de l'utilisation des systèmes numériques dans la gestion des établissements hospitaliers constituent le pilier fondamental de la modernisation des services de santé ».

R.E

LÉGISLATIVES 2026

Sayoud insiste sur une préparation efficace du scrutin

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a donné des instructions à ses services pour assurer un accompagnement efficace des élections législatives, prévues le 2 juillet prochain, conformément aux nouvelles dispositions contenues dans la loi organique relative au régime électoral, a indiqué un communiqué du ministère.

Synthèse R.H

« Suite à la convocation du corps électoral par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour les élections législatives prévues le jeudi 2 juillet 2026, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd

Sayoud, a présidé une réunion de coordination avec les directeurs généraux et les cadres centraux du ministère, consacrée à la mise en œuvre des nouvelles dispositions contenues dans l'ordonnance n 21-01 du 10 mars 2021 portant loi organique relative au régime électoral, modifiée et complétée, notamment les dispositions de l'article 7 (nouvel amendement), qui

confie la mission de préparation logistique et matérielle aux services du ministère de l'Intérieur», précise le communiqué. Dans ce cadre, le ministre a donné des instructions portant sur «la nécessité d'assurer l'accompagnement nécessaire et efficace», conformément aux nouvelles dispositions du texte susmentionné, ajoute la même source.

SKIKDA

Visite du ministre de la Santé

Le ministre de la Santé, le professeur Mohamed Sadek Aït Messaouden, a achevé sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Skikda. Ce déplacement lui a permis de s'enquérir de près de la situation du secteur de la santé dans la wilaya, d'évaluer les efforts consentis pour améliorer la qualité des services, et d'écouter directement les préoccupations des citoyens ainsi que des professionnels de la santé. Le ministre a affirmé

que cette visite s'inscrit dans une conviction profonde que le travail de terrain constitue le moyen le plus efficace pour diagnostiquer avec précision la réalité du secteur et prendre les décisions appropriées répondant aux besoins des citoyens, contribuant ainsi à améliorer la prise en charge sanitaire. Dans ce contexte, il a précisé que cette démarche s'inscrit dans l'approche globale adoptée par le secteur, fondée sur un suivi régulier sur le terrain, une

évaluation objective des performances et le renforcement de la communication avec l'ensemble des acteurs, en vue d'améliorer le système de santé. Le ministre a également réaffirmé l'importance accordée par l'État au secteur de la santé, à travers la mise en œuvre de différents programmes et plans visant à améliorer les services et à garantir l'égalité d'accès aux soins à travers l'ensemble des wilayas du pays, en application des orientations du prési-

dent de la République, Abdelmadjid Tebboune. Enfin, il a renouvelé son engagement à poursuivre le travail de terrain et à renforcer la coordination avec l'ensemble des acteurs, afin de relever les défis et concrétiser les objectifs tracés, en vue d'assurer un service public de santé moderne, efficace et à la hauteur des attentes des citoyens.

R.E

SONELGAZ GUÉ DE CONSTANTINE

Payez vos factures depuis chez vous avec BaridiMob

La Direction de Distribution de Gué de Constantine, à Alger, informe ses clients de la possibilité de régler leurs factures d'électricité et de gaz via l'application BaridiMob, en toute sécurité et sans avoir à se déplacer vers les agences commerciales. Cette démarche s'inscrit dans une stratégie globale de modernisation visant à renforcer la proximité entre l'administration et les citoyens. Cette avancée permet de répondre à une double exigence : améliorer la qualité du service public et

simplifier le quotidien des usagers. En évitant les files d'attente, notamment en période de forte affluence, ce dispositif permet un gain de temps considérable tout en offrant une accessibilité continue, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. La solution numérique proposée garantit également des transactions rapides et sécurisées. L'application permet en outre aux clients de suivre leur consommation énergétique de manière régulière, renforçant ainsi la transparence et la maîtrise des dépenses. La Direction de Distribution souligne

néanmoins l'importance de renseigner avec précision les informations requises, en particulier le numéro de client, afin d'éviter toute erreur lors de l'opération de paiement. Pour accompagner cette transition vers le numérique, Sonelgaz met à la disposition des usagers un service d'assistance accessible en permanence via le centre d'appel national, joignable au 3303. Ce dispositif vise à répondre aux interrogations des clients et à les assister dans l'utilisation des nouveaux outils digitaux.

MILA

Plus de 300 pièces de monnaie ancienne récupérées et arrestation d'un individu

Les éléments de la Brigade de recherche et d'intervention de la police judiciaire de Mila ont récupéré 316 pièces de monnaie ancienne "revêtant une grande importance archéologique et historique", et procédé à l'arrestation de l'individu qui les détenait, indique un commu-

niqué publié lundi par la sûreté de wilaya. Cette affaire remonte à la réception, par la brigade, d'une information selon laquelle un individu, originaire d'une des wilayas de l'intérieur du pays, s'apprêtait à commercialiser les pièces en question.

Le plan opérationnel a mis aussitôt en place a permis l'identification puis l'interpellation du suspect qui se trouvait en possession des 316 pièces qui ont été saisies, selon le même document, qui précise que l'individu arrêté a été conduit au siège de la brigade pour audition.

L'expertise des pièces de monnaie, effectuée par les services spécialisés de la direction de la Culture et des Arts a révélé qu'il s'agit de pièces en bronze et en argent qui revêtent une « grande importance archéologique et historique car appartenant à différentes époques (ro-

maine, almohade et ottomane) ». Le suspect a été déféré devant le procureur de la République près le tribunal de Mila aussitôt après la finalisation des procédures légales d'usage, conclut le communiqué de la Sûreté de wilaya

ORAN

La 16^e édition du Salon international du tourisme du 21 au 23 avril

La 16e édition du Salon international du tourisme, des voyages, du transport, des équipements et services hôteliers et de restauration (SIAHA 2026) se tiendra du 21 au 23 avril au Centre des conventions d'Oran Mohamed-Benahmed, à-on informé, lundi, auprès des organisateurs. Plus de 200 exposants issus de différents domaines du tourisme sont attendus à cette manifestation qui se tient sous le patronage de la ministre du Tourisme et

de l'Artisanat, Houria Meddahi, et du wali d'Oran, Brahim Ouchene. Deux espaces seront aménagés à l'occasion de ce Salon organisé par l'agence de communication et d'organisation d'événements professionnels "Astra". Le premier sera consacré au tourisme, aux voyages et au transport, avec la participation d'agences de voyages, d'hôtels, de complexes touristiques, de centres de réservation, ainsi que de compagnies aériennes, de transport maritime, d'offices du tourisme,

d'établissements bancaires et d'assurances, outre le tourisme médical et les établissements de formation aux métiers de l'hôtellerie et du tourisme, précisent les organisateurs. Le deuxième espace sera dédié aux équipements et aux services hôteliers et de restauration, avec la promotion de la production nationale dans les domaines des cuisines professionnelles, des fours industriels, des textiles, literie et équipements de blanchisserie. Des produits de l'artisanat, ainsi

que des produits alimentaires y seront également exposés, ajoute la même source. Cet événement national, qui constitue une plateforme idéale pour renforcer les échanges entre les professionnels et les acteurs de la chaîne touristique, vise à mettre en valeur les potentialités touristiques et artisanales de l'Algérie, ainsi que les acteurs de la production locale d'équipements hôteliers et de restauration

APS

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

DJAZAGRO 2026

Une première journée sous le signe de l’innovation et des échanges

La 23e édition du salon Djazagro a débuté sur une note particulièrement positive au Palais des Expositions (Safex), confirmant d’emblée son statut de rendez-vous incontournable pour les professionnels de l’agroalimentaire. Dès la première journée, la forte mobilisation des exposants, visiteurs et experts a donné le ton d’un événement placé sous le signe de l’innovation, du partage d’expertises et du développement de partenariats stratégiques.

Par Selma R

Le salon offre un panorama complet des dernières avancées du secteur, couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur, des matières premières aux solutions de transformation et de conditionnement. La journée inaugurale a été rythmée par des conférences, des démonstrations techniques et des rencontres professionnelles, témoignant d'une dynamique d'échanges soutenue entre les différents opérateurs économiques. Au cœur du coup d'envoi, l'innovation s'est particulièrement illustrée à travers le concours Djaz'Innov, véritable vitrine des solutions les plus novatrices. La cérémonie de remise des prix a mis en lumière plusieurs projets distingués pour leur performance et leur capacité à répondre aux enjeux actuels du secteur. La médaille d'or a été attribuée à la solution Fres-co System de l'entreprise italienne Goglio SPA, un groupe

reconnu à l'international pour ses solutions d'emballage flexibles et ses technologies de conservation innovantes, notamment dans le domaine du café et des produits alimentaires sensibles. La médaille d'argent est revenue au Caniveau Hygienic Design de la société française Acinox, spécialisée dans la conception d'équipements en acier inoxydable destinés à garantir des normes d'hygiène élevées dans les industries agroalimentaires, pharmaceutiques et cosmétiques. La médaille de bronze a, quant à elle, récompensé les Premium Gummies Formulations de l'entreprise espagnole Selected Performance Ingredients, experte dans le développement d'ingrédients fonctionnels et de formulations innovantes pour les compléments alimentaires et produits nutritionnels. En parallèle, deux distinctions spéciales ont été décernées. Le prix spécial a été attribué à la solution Synchrojet Linear Combiblock de Promec SRL, une entreprise italienne

spécialisée dans les systèmes d'embouteillage et de conditionnement à haute performance. Le coup de cœur du jury a été remis à l'entreprise algérienne Climatec Boula-naache, acteur local en pleine croissance dans le domaine du froid industriel, récompensée pour son groupe frigorifique silencieux, symbole de l'innovation nationale. Cette première étape a surtout été marquée par une atmosphère collaborative, reflétant les ambitions de transformation du secteur agroalimentaire algérien. Dans un contexte où la compétitivité et la durabilité deviennent des leviers essentiels, Djazagro 2026 confirme son rôle de plateforme stratégique pour le développement des échanges B2B. Avec une affluence attendue de plus de 26 000 professionnels, cette ouverture réussie augure de trois autres journées riches en opportunités et en perspectives pour l'ensemble des acteurs de la filière.

INDICE DE RÉSILIENCE DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES 2026 L’Algérie première en Afrique avec 64,66 points

Avec un score de 64,66 points, l'Algérie s'impose comme le leader africain de la résilience alimentaire pour l'année 2026. Selon le dernier rapport de « Economist Impact », réalisé en partenariat avec « Cargill », le pays occupe désormais la 32ème place à l'échelle mondiale. Cette performance lui permet de devancer l'Afrique du Sud (62,65 points) et l'Égypte (62,18 points), classées respectivement aux 38ème et 39ème rangs mondiaux. L'étude, qui porte sur 60 nations à travers le globe, souligne que seuls trois pays du continent ont réussi à dépasser la barre des 60 points, seuil requis pour intégrer

la catégorie des systèmes alimentaires à la résilience jugée satisfaisante. Outre le trio de tête composé de l'Algérie, de l'Afrique du Sud et de l'Égypte, les autres pays africains analysés restent en retrait. Derrière les leaders, on retrouve le Ghana, la Tanzanie et le Rwanda, tandis que la République démocratique du Congo occupe la dernière place du classement. L'indice des systèmes alimentaires résilients repose sur une analyse rigoureuse de 71 indicateurs, utilisant des données provenant d'organisations internationales de référence telles que la Banque mondiale, la FAO et l'OMS. L'objectif est de mesurer la

capacité d'un État à garantir une alimentation saine, suffisante et abordable malgré les crises. L'évaluation s'articule autour de quatre domaines clés : l'accessibilité financière des produits, leur disponibilité sur le marché, les normes de qualité et de sécurité, ainsi que la capacité d'adaptation face aux défis climatiques. Le rapport met en lumière les fragilités persistantes dans une grande partie de l'Afrique. De nombreux pays peinent à atteindre une résilience optimale en raison d'un manque d'investissements agricoles, de la dégradation des sols et de logistiques défaillantes. Les pertes de récoltes,

souvent liées à l'absence de chaînes de froid et d'infrastructures de stockage, restent un obstacle majeur. À l'échelle internationale, le Portugal domine le classement avec 76,83 points, talonné de près par la France, le Royaume-Uni et les États-Unis. La moyenne mondiale s'établit à 63,68 points. L'écart important constaté entre les nations les plus performantes et celles en difficulté souligne l'ampleur des inégalités mondiales face à la sécurité alimentaire et aux enjeux de durabilité des systèmes de production.

Par R. E.

R.E

DANS UN CONTEXTE GÉOPOLITIQUE TENDU

La production de l’alliance OPEP+ enregistre un repli historique

Le marché pétrolier mondial a enregistré un net repli en mars 2026, marqué par une baisse significative de la production de l'alliance OPEP+, sur fond de tensions géopolitiques croissantes au Moyen-Orient. Selon le dernier rapport mensuel, la production globale du groupe a chuté de près de 7,7 millions de barils par jour, pour s'établir à 35,055 millions de barils par jour, contre plus de 42,7 millions le mois précédent. Cette contraction s'explique principalement par la forte baisse de production enregistrée chez plusieurs poids lourds de l'alliance, notamment l'Irak, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Ces reculs interviennent dans un contexte marqué par les répercussions du conflit impliquant Iran, ainsi que par les perturbations persistantes autour du dé-

troit d'Ormuz, un point névralgique pour l'acheminement des hydrocarbures. Au sein des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, la baisse est encore plus marquée, avec une diminution globale de 7,878 millions de barils par jour. L'Irak arrive en tête des reculs, suivi de l'Arabie saoudite, dont la production atteint son niveau le plus bas depuis 2020. Les Émirats arabes unis et le Koweït ont également enregistré des diminutions significatives. Dans ce contexte, plusieurs pays de l'alliance ont été contraints de réduire leur production, notamment en raison de perturbations des exportations via le détroit d'Ormuz. Toutefois, en dépit de ces contraintes, OPEP+ maintient sa stratégie de gestion de l'offre, avec un engagement à poursuivre les ajuste-

ments de production dans les mois à venir. Parallèlement, huit pays membres, dont l'Algérie, se sont accordés sur une augmentation progressive de la production à partir de mai 2026, à hauteur de 206 000 barils par jour. Cette décision s'inscrit dans une stratégie de sortie graduelle des réductions volontaires mises en place depuis 2023, tout en tenant compte des incertitudes persistantes sur le marché.

L’Algérie maintient sa stabilité malgré la volatilité mondiale

Dans cet environnement particulièrement instable, l'Algérie se distingue par la résilience de son secteur pétrolier. La production nationale n'a enregistré qu'un repli marginal estimé à 1 000 barils par jour, un niveau relativement fai-

ble comparé aux baisses importantes observées chez d'autres membres de OPEP+. Cette stabilité s'explique notamment par la gestion prudente des capacités de production et par la continuité des opérations, malgré les perturbations régionales. Elle reflète également l'efficacité des choix stratégiques opérés par le pays en matière de régulation de l'offre, dans le respect des engagements pris au sein de l'alliance. Dans un contexte marqué par une forte incertitude, l'Algérie consolide ainsi sa position d'acteur fiable et prévisible sur le marché énergétique. Cette posture lui permet non seulement de préserver ses intérêts économiques, mais aussi de renforcer sa crédibilité au sein des équilibres énergétiques internationaux, à l'heure où la stabilité de l'approvisionnement devient un enjeu central.

LE PRÉSIDENT LE SOULIGNE
« L’Algérie fait de la justice sociale un pilier fondamental de son action »

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que l'Algérie figure parmi les pays les plus attachés à la justice sociale, rappelant que la Révolution de libération nationale a été menée précisément pour consacrer ce principe fondamental. Il a souligné que la justice sociale constitue un socle ancré dans le parcours de développement du pays, une constante inscrite dans ses différentes Constitutions, ainsi qu'un pilier central de ses politiques publiques depuis l'indépendance. S'exprimant à l'occasion de la réception du pape Léon XIV à la Grande Mosquée d'Alger, dans le cadre de la visite officielle qu'il effectue ce lundi en Algérie, le chef de l'État a mis en avant la portée particulière de la voix du souverain pontife dans le contexte international actuel. « Dans une conjoncture aussi délicate, votre voix revêt une résonance singulière et un impact remarquable, au regard des valeurs humaines élevées que vous incarnez et des messages spirituels nobles que vous portez », a déclaré le président Tebboune. Il a ajouté que le pape constitue aujourd'hui « un fervent défenseur de la justice sociale », à un moment où les inégalités économiques ne cessent de se creuser à l'échelle mondiale, notamment entre le Nord et le Sud, mais aussi au sein même des sociétés, avec des écarts de développement de plus en plus marqués. Le président de la République a réitéré que l'Algérie demeure profondément engagée en faveur de la justice sociale, un principe qu'elle considère comme indissociable de son histoire et de son identité. « Cette vision rejoint, dans son essence et ses finalités, votre noble mission de défense des plus démunis. À ce titre, nous nous considérons comme des partenaires dans la promotion de ces valeurs universelles », a-t-il conclu.

SOLIDARITÉ NATIONALE

Lancement de plus de 580 projets pour plus de 5800 emplois temporaires

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a annoncé le lancement de plus de 580 projets dans le cadre du programme des travaux publics à utilité publique et à haute intensité de main-d'œuvre, permettant la création de plus de 5.800 emplois temporaires, a indiqué dimanche un communiqué du ministère.

"Dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, notamment dans son volet relatif au renforcement des mécanismes de soutien et de solidarité, le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, sous la supervision de la ministre du secteur, Mme Soraya Mouloudji, lance, par l'intermédiaire de l'Agence de développement social (ADS), 589 projets relevant du programme des travaux publics à utilité publique et à forte intensité de main-d'œuvre", lit-on dans le communiqué. Ce programme "permettra la création de 5.890 emplois temporaires, avec une couverture sociale garantie pendant une année complète pour les bénéficiaires et leurs ayants droit", a précisé la même source.

A cet effet, les petits entrepreneurs et artisans souhaitant bénéficier de ces projets sont invités à se rapprocher des services de l'ADS au niveau des directions de l'action sociale et de la solidarité des wilayas, et à consulter les détails de cette opération via le lien suivant : <https://drive.google.com/.../1H3g7fXCEBqZt6rqgr1Q.../view>. Par ailleurs, "le ministère annonce également, au titre de l'année 2026, le lancement d'un programme de financement de 166 projets participatifs par l'ADS, au profit des populations représentées notamment par les associations, dans le cadre du programme de développement social". Pour plus de détails sur cette opération, le ministère invite à consulter le lien suivant : <https://drive.google.com/.../17Bly7uK0.../view>.

APS

RETRAITE

Versement des pensions revalorisées durant la première semaine de mai 2026

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a donné, dimanche, des instructions pour le versement des pensions de retraite durant la première semaine de mai 2026, avec l'application des nouvelles augmentations, indique un communiqué du ministère. M. Saihi a présidé une réunion de coordination consacrée à l'évaluation du bilan d'activités de l'administration centrale pour la période allant du 1er mars au 11 avril 2026. A cette occasion, il a instruit de "permettre aux retraités de percevoir leurs pensions durant la première semaine de mai 2026 avec les nouvelles augmentations, tout en prenant les mesures nécessaires au respect de ce délai", précise la même source. Le ministre a écouté des exposés présentés par les cadres de l'adminis-

tration centrale, dans lesquels ont été passés en revue les différents programmes et opérations réalisés, tout en mettant en avant les efforts consentis durant cette période "marquée par une dynamique et une activité intense, notamment en termes d'amélioration de la qualité du service public et d'accélération de sa numérisation, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à rapprocher l'administration du citoyen et à renforcer l'efficacité du service public". Dans ce cadre, le ministre a insisté sur la nécessité "d'élever la cadence de la performance, et d'améliorer la prise en charge des préoccupations des usagers", soulignant "la poursuite et l'accélération des programmes de numérisation et la généralisation des services à distance,

à même de permettre aux usagers de bénéficier des différentes prestations sans avoir à se déplacer aux guichets". Par ailleurs, M. Saihi a insisté sur l'importance de "la prise en charge immédiate et efficace des recours des jeunes n'ayant pas pu bénéficier de l'allocation chômage à distance, via la plateforme +Insat+, tout en garantissant des réponses dans des délais raisonnables", ajoute le communiqué. Il a réitéré ses instructions concernant "l'organisation des activités des organismes sous tutelle sous forme de regroupements coordonnés, associant les différentes structures, avec une attention particulière accordée aux nouvelles wilayas, afin d'assurer la complémentarité et l'efficacité dans la performance".

R E.

FORMATION ET ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

Le secteur accompagne la dynamique que connaît la wilaya d’El Tarf

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nassima Arhab, a affirmé dimanche à El Tarf que son secteur accompagne la dynamique que connaît cette wilaya dans les domaines de l'agriculture et du tourisme en vue d'assurer une main d'œuvre qualifiée. En marge de l'inauguration d'un Institut national spécialisé de formation professionnelle en tourisme et hôtellerie à El Kala, baptisé du nom du

chahid Khemis Bentouili Benmohamed dans le cadre de sa visite de travail à El Tarf, la ministre a indiqué que cette wilaya frontalière d'El Tarf « enregistre une dynamique nouvelle et intense dans les domaines de l'agriculture et du tourisme, requérant du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels d'assurer une main d'œuvre qualifiée pour accompagner cette dynamique ». Elle a ajouté qu'« il existe un tissu industriel qui est accompagné en vue de le densifier et cela exige l'intégration de nouvelles spécialités de formation pour permettre aux jeunes de la wilaya d'accéder à l'emploi ». A la salle des délibérations de la wilaya, la ministre a suivi un exposé sur les capacités et les formations assurées dans la wilaya par le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels.Elle a exhorté les responsables locaux du secteur à déployer davantage d'efforts et s'impliquer dans la concrétisation des objectifs de prise en charge du

plus grand nombre d'inscrits sur la plateforme numérique, dédiée à la formation des porteurs de projets à travers les établissements de formation de la wilaya afin d'encourager l'esprit d'initiative et soutenir la création de micro-entreprises par les stagiaires. A l'Institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) Djellali-Mohamed-Benlakhdar de Bouhadjar, la ministre a présidé la cérémonie de signature de huit (8) conventions de partenariat entre la direction du secteur et les directions des services agricoles et de l'action sociale et de la solidarité, la chambre de l'agriculture, la Coopérative de céréales et légumes secs, la chambre de l'artisanat et des métiers, deux hôtels et un complexe touristique en vue de renforcer la coopération dans le domaine de la formation et de la qualification des jeunes et de soutenir l'emploi et le développement local, a-t-on indiqué. R E

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 12 أفريل 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 12 Avril 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	64	73	55	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	205	222	189	الطماطم	
	Oignon sec	101	111	91	البصل الجاف	
	Ail sec	915	1025	805	الثوم الجاف	
	Carotte	114	128	101	الجزر	
	Navet	115	128	101	اللفت	
	Choux fleur	170	187	154	قرنبيط	
	Choux	100	112	88	الكرنب	
	Courgette	119	133	105	الكوسة	
	Haricot vert	320	346	294	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	132	146	117	الخس		
Fruits frais	Orange	256	308	204	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	198	224	172	الليمون	
	Pomme locale	439	533	345	التفاح المحلي	
	Datte	501	632	370	التمر	
	Banane	445	461	429	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1970	2126	1813	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	378	391	364	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	101	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Cote	Ouverture	Claque	Var %	Scor Mensuel %	Scor Annuel %	var	Scor Net %	Volume transige	Valeur transige DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-13,34	0,05	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,05	-0,59	0,00	1,55	0	0,00
BIOPHARM	BPD	2 503,00	NC	0,00	0,03	1,49	0,05	8,35	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CFA	2 148,00	2195,00	-2,15	-1,18	-0,24	10,47	1,89	1808	2 195 000,00
SGH El Azzouj	AJR	900,00	NC	0,00	0,00	-0,05	1,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	1,44	0,07	1,80	0	0,00

ÉLECTRICITÉ

Sonelgaz renforce ses capacités en prévision de l’été 2026

Le groupe public Sonelgaz a lancé un vaste plan d’action pour faire face à la forte demande en électricité attendue durant la prochaine saison estivale. Axé sur l’anticipation et l’investissement, ce programme vise à garantir la continuité et la qualité du service à l’échelle nationale.

Synthèse Z R

Présidée par le ministre de l’Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, une rencontre nationale tenue avant-hier à Alger a permis de passer en revue le bilan de l’année 2025 du groupe, ainsi que les mesures engagées en prévision de l’été 2026. Dans ce cadre, Sonelgaz prévoit la mise en service de capacités de production supplémentaires dépassant 1.855 mégawatts, réparties entre le réseau électrique national interconnecté, le pôle In Salah–Adrar–Timimoun et les réseaux du Sud, afin de répondre à la demande croissante. Le programme d’investissement inclut également le renforcement des réseaux de transport et de distribution. Ainsi, 58 nouvelles infrastructures de transport devraient être mises en service avant l’été, contribuant à consolider le réseau national. À cela s’ajoute la mise en exploitation de 644 postes de transformation (moyenne et basse tension) et la réalisation de plus de 1.640 km de réseaux de distribution. Une attention particulière est accordée aux wilayas du Sud, avec le renforcement des capacités de production et l’adaptation des réseaux aux spécificités locales. Parallèlement, le groupe a intensifié ses opérations de maintenance préventive, renforcé ses équipes techniques et mis en place un dispositif d’astreinte permanent, appuyé par

un plan de communication destiné à accompagner les clients et à anticiper les situations exceptionnelles.

Un bilan 2025 jugé “très acceptable”

Au titre de l’année 2025, Sonelgaz affiche des résultats jugés « très acceptables » par le ministre. Le groupe a notamment raccordé 96.171 exploitations agricoles à l’électricité, en plus de 108.748 foyers, atteignant un taux de réalisation proche de 100%. Pour le gaz, 376.440 foyers ont été raccordés, avec un taux de 98%. Les efforts ont également concerné les zones industrielles et d’activité, avec le raccordement de 43 zones industrielles à l’électricité sur 50 programmées, ainsi que 102 zones d’activité. Au gaz, 29 zones industrielles et 71 zones d’activité ont été raccordées. Dans le cadre de la prévention des risques domestiques, le groupe a installé 17,6 millions de détecteurs de monoxyde de carbone, avec un objectif de 22 millions d’unités au profit de 11 millions de foyers, parallèlement au lancement de leur fabrication locale. Le projet d’interconnexion électrique Nord-Sud, reliant Hassi R’mel à Adrar sur 894 km, a atteint un taux d’avancement de 37% dans sa première phase, mobilisant 38 entreprises nationales. Sur le plan des indicateurs globaux, le nombre d’abonnés à l’électricité dépasse 12,6 millions, avec un taux d’élec-

trification avoisinant 99%, tandis que le taux de raccordement au gaz approche les 70%. Le chiffre d’affaires du groupe s’est élevé à 496 milliards de dinars en 2025, pour des investissements de 463 milliards de dinars et des exportations estimées à 221 millions d’euros.

Vers une meilleure proximité avec le citoyen

Face à une demande électrique qui pourrait dépasser les 22.000 mégawatts durant l’été 2026, le ministre a insisté sur l’accélération de la concrétisation des projets programmés et sur le renforcement de la coordination locale. Dans cette optique, la création de six pôles régionaux de Sonelgaz a été annoncée à Alger, Constantine, Blida, Oran, Béchar et Ouargla. Cette organisation vise à améliorer la qualité du service et à rapprocher l’entreprise du citoyen. Le ministre a également évoqué la poursuite de la numérisation des services avec pour objectif « zéro papier » à l’horizon 2026, ainsi que le développement de projets structurants dans le Sud, notamment la réalisation de nouvelles centrales à Timiaouine et Bordj Omar Driss. Enfin, la filiale Sonelgaz Internationale commence à susciter l’intérêt de plusieurs pays, ouvrant de nouvelles perspectives pour l’exportation du savoir-faire algérien et la génération de devises.

HYDROCARBURES

Examen d’un système de suivi de l’approvisionnement du marché national

Le ministre d’Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a coprésidé, à Alger, avec la ministre, Haut-commissaire à la numérisation, Meriem Benmouloud, une réunion de coordination sur l’examen d’un projet de système d’information destiné au suivi de l’approvisionnement du marché national et à la garantie du bon fonctionnement du service public, a indiqué un communiqué du ministère.

Intervenant en application des instructions du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, données lors de la réunion du Conseil interministériel tenue le 9 avril, cette réunion a permis d’évoquer les voies et moyens de concrétiser ce projet, notamment dans son volet relatif à l’amélioration du service public et à la garantie de l’approvisionnement du marché national en carburants et en divers produits pétroliers, en sus de la continuité de

l’approvisionnement en eau dessalée. Ont assisté à cette réunion les PDGs du groupe Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, de Naftal, Djamel Cherdoud, de l’Entreprise algérienne de dessalement de l’eau (EADE), Lahcene Bada, le président de l’Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) Amine Remini, ainsi que des représentants de différents corps de sécurité et de cadres des secteurs des hydrocarbures et

de la numérisation. Lors de cette rencontre, l’accent a été mis sur l’importance de la mise en place d’un système d’information intégré visant à améliorer l’efficacité de la production et de la distribution, tout en renforçant les capacités d’anticipation dans la prise de décision, afin de prévenir une éventuelle perturbation de l’approvisionnement du marché national.

R.E

SAHARA BLEND

Le brut algérien franchit la barre des 104 dollars en mars

Par S. R.

Le Sahara Blend a franchi un seuil symbolique important en mars 2026, s’établissant à une moyenne de 104,24 dollars le baril. Cette progression, bien que plus mesurée que celle de certains de ses voisins du Golfe, confirme la solidité et l’attractivité du brut algérien sur l’échiquier énergétique mondial. La valeur du Sahara Blend a bondi de 41,6% par rapport au mois de février, où il s’échangeait autour de 73,59 dollars, a indiqué la plateforme spécialisée

« Attaqa.net ». Cette envolée des prix s’inscrit dans un contexte de flambée généralisée des cours de l’or noir. À titre de comparaison, le baril de Brent a atteint une moyenne de 99,60 dollars sur la même période, plaçant le brut algérien dans une position tarifaire avantageuse. Cette poussée fulgurante des prix est la conséquence directe de l’instabilité majeure au Moyen-Orient. L’escalade militaire impliquant l’Iran et les menaces pesant sur le détroit d’Ormuz ont créé un climat d’incertitude extrême. Si cette situation a provoqué

des bonds spectaculaires pour les bruts koweïtien (124,25 dollars) ou saoudien (121,29 dollars), l’Algérie parvient à consolider ses revenus tout en affichant une progression plus stable et moins soumise à la volatilité immédiate des routes maritimes du Golfe. Au sein du panier de référence de l’Opep, qui a vu sa valeur moyenne exploser de 71% pour atteindre 116,36 dollars, le Sahara Blend conserve une place stratégique. Bien qu’il se situe légèrement en deçà des prix records enregistrés par les pétroles lourds du Moyen-Orient ou les

bruts asiatiques comme celui de Dubaï (128,25 dollars), le pétrole algérien reste une valeur refuge pour de nombreux raffineurs. Cette performance réalisée en mars 2026 place l’Algérie dans une dynamique économique favorable. Alors que les tensions géopolitiques semblent s’installer durablement et que les négociations internationales marquent le pas, le franchissement du cap des 104 dollars par le Sahara Blend souligne l’importance stratégique du pays dans l’approvisionnement énergétique global.

EXPORTATIONS DE GNL

L’Algérie maintient sa place dans le top 10

Avec un volume d’exportations de 2,04 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié (GNL) au premier trimestre 2026, l’Algérie se classe à la dixième position mondiale, confirmant ainsi sa présence parmi les principaux exportateurs et son rôle stratégique sur la scène énergétique internationale. Dans un environnement énergétique en constante mutation, le pays démontre sa capacité d’adaptation et sa volonté de demeurer un acteur incontournable du marché mondial du GNL. Certes, ce niveau traduit un léger recul par rapport à l’année précédente, mais celui-ci s’explique essentiellement par des opérations de maintenance programmées ayant concerné certaines installations durant les premiers mois de l’année. Une situation conjoncturelle qui n’entame en rien les fondamentaux solides du secteur gazier national. Dans un marché mondial en forte évolution, marqué par des perturbations géopolitiques et des fluctuations importantes de la production chez plusieurs grands acteurs, la présence continue de l’Algérie dans ce classement illustre la robustesse de son appareil énergétique. À titre de comparaison, plusieurs pays ont également enregistré des baisses de leurs exportations, à l’image du Qatar, affecté par des tensions régionales, ou encore de la Malaisie et de l’Indonésie. Par ailleurs, la hausse globale des exportations mondiales de GNL, qui ont atteint 113,65 millions de tonnes au premier trimestre 2026, témoigne d’une demande internationale soutenue. Dans ce contexte favorable, l’Algérie dispose d’atouts majeurs pour renforcer sa position, notamment grâce à la qualité de ses infrastructures, à son expérience historique dans l’industrie gazière et à sa proximité géographique avec les marchés européens. Cette dynamique met en lumière les perspectives de développement du secteur gazier algérien, appelé à jouer un rôle accru dans la sécurité énergétique régionale et internationale. Les efforts engagés en matière de modernisation des installations, d’optimisation de la production et de diversification des débouchés devraient permettre au pays de consolider, voire d’améliorer, son positionnement dans les années à venir.

OUM EL BOUAGHI

410 millions DA pour renforcer les centres de transformation électrique et réseaux de distribution

Une enveloppe financière de 410 millions DA a été allouée dans la wilaya d'Oum El Bouaghi pour renforcer les centres de transformation électrique et réseaux de distribution de moyenne et de basse tension, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz.

La cheffe du service de communication à cette direction, Narimane Benzelikha, a précisé à l'APS que cette enveloppe financière a été mobilisée au titre du programme d'investissement spécial du secteur pour l'année 2026.

Les actions projetées portent, selon la même source, sur la réalisation de 56 km de réseaux électriques et 26 centres de distribution du réseau électrique aérien et souterrain de moyenne et de basse tensions en plus du renforcement de 3 km du réseau électrique (basse tension 220/380 volts), la réhabilitation de 8 km du réseau électrique souterrain de moyenne tension (30 kilovolts) et la consolidation des stations de transformation de haute tension (220/60/30 kilovolts).

La mise en service de ces projets permettra de renforcer l'infrastructure de base du réseau électrique, restructurer et moderniser des réseaux électriques et des stations principales pour faire face aux intempéries et répondre à la demande des clients, a-t-on indiqué.

R. E.

BATNA

180 millions DA pour la réhabilitation des façades des immeubles résidentiels

Une enveloppe financière de 180 millions DA a été allouée à Batna pour l'exécution de la deuxième tranche des travaux de réhabilitation des façades des immeubles résidentiels, a-t-on indiqué dimanche dans un communiqué des services de la wilaya.

L'opération décidée par le chef de l'exécutif local, Riadh Benahmed, concerne la réhabilitation des façades, l'amélioration du paysage urbain et l'exécution de travaux d'étanchéité à travers 31 sites des communes de Batna, d'Ain Djasser, de Ras Layoun, d'Arris, de Menaâ, de Timgad, de Tazoult, d'El Madher et de Barika, selon le communiqué.

Au seul chef-lieu de wilaya, l'opération touchera 16 sites dont les immeubles des 170 logements de la cité Ennasr, les façades et vides sanitaires seront requalifiés en plus des travaux d'amélioration des avenues et entrées principales de la ville, notamment sur la RN-3 et l'avenue de l'Indépendance du centre-ville, précise-t-on.

Le communiqué ajoute que les travaux seront lancés "dans les prochains jours" dès l'achèvement des procédures administratives requises incluant la désignation des entreprises spécialisées pour exécuter ces travaux.

Le document a rappelé que des actions similaires incluant des travaux de peinture et d'étanchéité ont été menées durant les derniers mois à travers 33 sites de la daïra de Batna et ont touché 3.539 habitations à travers les communes de Batna, de Fesdis et d'Oued Chaaba pour une enveloppe financière de 170 millions DA.

APS

TIZI OUZOU

Forte affluence sur le Salon national des fromages et des produits laitiers

Le Salon national des fromages et des produits laitiers, organisé à Tizi Ouzou par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, a vu, pour la deuxième journée, une forte affluence de professionnels et de visiteurs, dans une atmosphère commerciale et organisationnelle remarquable, reflétant l'intérêt croissant pour le produit national, a indiqué dimanche un communiqué du ministère.

Cette manifestation a vu défiler un grand nombre de citoyens et de professionnels à travers les différents stands d'exposition et de vente, le public ayant pu découvrir la diversité et la qualité des produits laitiers et fromagers nationaux, et les acquérir directement auprès des exposants, au sein d'un espace alliant promotion du produit, dynamisation de l'activité commerciale et soutien à la consommation locale.

Le salon a été marqué par une interactivité directe entre producteurs et consommateurs, mettant en lumière la valeur ajoutée

apportée par les entreprises activant dans la filière lait et fromage. Ces échanges ont contribué à renforcer les ponts de communication entre les différents acteurs du secteur.

L'évènement a également enregistré une présence notable de start-up venues présenter des produits innovants dans les domaines de la transformation, de l'emballage et de l'innovation, témoignant de la dynamique croissante de l'écosystème de l'innovation en la matière.

Cette édition a vu la participation de 159 exposants, dont 71 industriels, 57 artisans

et 31 start-up, proposant une large gamme de produits qui reflètent l'évolution de l'industrie nationale dans le secteur laitier. Cet événement économique constitue un levier pour soutenir le produit national et encourager sa consommation. Il sert également d'espace pour renforcer les liens entre producteurs et consommateurs, tout en mettant en avant les capacités des opérateurs économiques à développer cette filière stratégique et à ouvrir de nouvelles perspectives pour la commercialisation de leurs produits.

APS

BOUMERDES

Ouverture de deux services chirurgicaux spécialisés en neurologie et en cardiologie

Le secteur de la santé de la wilaya de Boumerdes a été renforcé, dimanche, par l'ouverture, au niveau de l'hôpital des 240 lits, de deux (2) nouveaux services spécialisés en neurochirurgie et en chirurgie cardiovasculaire, a-t-on appris des services de la wilaya.

Cette opération, inscrite dans le cadre de l'amélioration de la qua-

lité des prestations de santé assurées au citoyen, a vu le lancement des services de neurochirurgie et de chirurgie cardiovasculaire, incluant également une unité de cathétérisme.

Ces nouvelles structures permettront la prise en charge des cas complexes et la réduction des transferts vers les établissements hospitaliers des wilayas voisines,

selon la même source.

Les équipes médicales de ce nouvel établissement hospitalier ont réalisé, à cette occasion, les premières interventions chirurgicales, dont une opération de neurochirurgie sous la supervision du professeur Brahim Merrouche, une intervention de cathétérisme cardiaque encadrée par le professeur Nassim Zaoui, ainsi qu'un premier examen par imagerie par résonance magnétique (IRM).

A noter que d'autres services spécialisés, notamment en chirurgie pédiatrique et en chirurgie esthétique et réparatrice, devraient ouvrir progressivement dès l'affectation des équipes médicales qui les dirigeront, selon le directeur de la santé par intérim, Chaïb Amar.

MASCARA

Lancement d'une campagne de sensibilisation pour faire connaître les services numériques de la CNR

Une campagne de sensibilisation visant à faire connaître les services numériques proposés par la Caisse nationale de retraite (CNR) a été lancée, dimanche à Mascara, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de cet organisme.

Cette campagne, organisée par l'agence de wilaya de la CNR, comprend des rencontres de proximité dans les espaces publics. Celles-ci permettent de fournir des explications détaillées au profit des retraités et des ayants-droit sur les services numériques offerts par la Caisse, notamment la "plateforme de demande de retraite à distance", l'"application Takaoudi" et "l'espace re-

traité", a indiqué à l'APS le responsable de la communication au sein de la même agence, Hamaïdi Brahim. La manifestation, qui s'étale sur une semaine, prévoit également la distribution de brochures et l'organisation d'expositions dans différentes communes de la wilaya, ainsi qu'au siège de l'agence de la CNR, a souligné M. Hamaïdi, ajoutant que ces activités visent à fournir des informations complètes sur les services numériques de qualité proposés par la Caisse nationale de retraite.

Parallèlement à cette campagne, des émissions radiophoniques seront animées par des cadres de l'agence de wilaya, afin de

mettre en lumière l'ensemble des services numériques offerts par cet organisme au profit des retraités et les ayants-droit de la wilaya.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la politique de l'Etat visant la modernisation de l'administration publique et le renforcement de la transformation numérique. Elle vise également à poursuivre les efforts de la CNR pour développer ses services numériques, améliorer la prise en charge des retraités et leurs ayants-droit, à simplifier les procédures et à rapprocher l'administration du citoyen, selon M. Hamaidi.

APS

BORDJ BOU ARRERIDJ

Vers le renforcement de l'hôpital Ahmed-Benabid en médecins spécialistes

L'établissement hospitalier spécialisé en urgences médico-chirurgicales (EHS) Ahmed-Benabid de Bordj Bou Arreridj sera prochainement renforcé par 32 médecins spécialistes dans le cadre du rapprochement de la prise en charge médicale spécialisée des citoyens, a-t-on appris dimanche auprès du directeur local de la santé.

Dans une déclaration à l'APS, M. Ahmed Djemaï a précisé qu'il s'agit de 14 médecins réanimateurs, 3 médecins radiologues, 5 gynécologues-obstétriciens, 5 pédiatres et 5 chirurgiens généralistes, appelés à contribuer à ren-

forcer la capacité de prise en charge des cas urgents et améliorer la qualité des soins assurés.

Depuis mars 2023, cet hôpital est devenu "un pôle de wilaya des urgences médico-chirurgicales qui assure une permanence médicale 24 heures sur 24 permettant la prise en charge instantanée des divers cas d'urgence, notamment les victimes des accidents de la circulation", selon la même source.

Le secteur de la santé dans la wilaya a réalisé d'autre part au cours des trois dernières années un bond qualitatif à la faveur de projets de développement

qui ont contribué à consolider la prise en charge sanitaire des citoyens à travers les 34 communes de la wilaya, a noté le même responsable.

Cela s'est traduit, a-t-il souligné, par la réception de trois polycliniques nouvelles, la programmation de la réception d'autres structures similaires au mois de juillet prochain, la réhabilitation de plusieurs polycliniques et salles de soins et l'acquisition de matériel médical d'une valeur de plus de 1,1 milliards DA ainsi que 21 ambulances.

R. E.

Prendre pour cible l’infrastructure hydrique fragile de l’Iran met toute la région en danger

Les attaques contre des usines de dessalement risquent d’entraîner une spirale de représailles meurtrières.

Par Nik Kowsar (*)

Depuis des décennies, le monde observe les conflits au Moyen-Orient au travers de prismes bien connus : le prix du pétrole, la portée des missiles et le discours stérile de la dissuasion. Mais l’élément le plus dangereux de la guerre actuelle se situe peut-être ailleurs. Les infrastructures qui assurent la survie des civils en leur fournissant de l’eau, de l’électricité et des services d’assainissement sont désormais la cible de la puissance aérienne américaine. Samedi dernier, le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a accusé les États-Unis d’avoir touché une usine de dessalement d’eau de mer sur l’île de Qeshm, affirmant que cette attaque avait perturbé l’approvisionnement en eau de 30 villages. Les principaux médias ont relayé cette accusation, bien que les vérifications indépendantes restent limitées. De son côté, Bahreïn a accusé l’Iran d’avoir endommagé une usine de dessalement lors d’une attaque par drone, laissant entendre que les infrastructures hydrauliques pourraient être la cible des représailles américaines. Au Moyen-Orient, un vieux cliché dit que le pétrole est synonyme de pouvoir. Cela reste peut-être vrai pour les marchés et les États. Mais le pétrole ne peut pas désaltérer un enfant, maintenir l’hygiène d’un hôpital ou limiter le risque infectieux lorsque les réseaux d’assainissement sont défaillants. Seule l’eau le permet. Si les infrastructures hydrauliques sont désormais considérées comme des cibles militaires, que ce soit de manière délibérée ou à la suite d’une escalade irresponsable, la région entre alors dans une phase de guerre bien plus dangereuse. Le droit international humanitaire accorde une protection particulière aux installations et aux approvisionnements en eau potable, en tant qu’éléments indispensables à la survie des civils. Cela signifie que toute frappe contre des infrastructures de dessalement se heurte à un obstacle juridique particulièrement élevé. Ces infrastructures constituent une cible militaire d’une valeur exceptionnelle. Néanmoins, dans la pratique, les civils ne font pas de distinction entre des notions juridiques abstraites telles que « dommages collatéraux » et « ciblage délibéré ». Ils sont, en revanche, pleinement conscient de l’impact lorsque l’eau cesse de couler. Ce risque est particulièrement impactant dans le golfe Persique, où le dessalement ne constitue pas un système de secours, mais le pilier de la vie quotidienne. L’Agence internationale de l’énergie souligne que l’eau dessalée couvre la plupart des besoins quotidiens en eau dans des pays tels que le Qatar, le Koweït, Bahreïn, Oman et l’Arabie saoudite. Un rapport de la Banque mondiale indique que près de 44 % de la capacité mondiale de dessalement est concentrée sur le marché du Conseil de coopération du Golfe. Cette concentration d’infrastructures crée une vulnérabilité d’une ampleur extraordinaire. Ces installations sont techniquement complexes et dépendent de pièces spécifiques et d’opérateurs qualifiés. Elles sont également très gourmandes en énergie, ce qui signifie qu’une attaque visant le réseau électrique, leur approvisionnement en combustible ou la logistique associée peut inter-

rompre la distribution d’eau tout aussi efficacement qu’un tir direct sur l’installation elle-même. Etant donnée que l’approvisionnement est centralisé, toute attaque, opération de sabotage ou cyberattaque réussie contre un petit nombre d’installations peut provoquer une crise humanitaire touchant des millions de personnes. Kaveh Madani, le directeur de l’Institut pour l’eau, l’environnement et la santé de l’Université des Nations Unies, a prévenu que la frappe signalée sur Qeshm devait être considérée comme un signal d’alarme pour toute la région. Il le souligne que des millions de personnes à travers le Moyen-Orient dépendent du dessalement, et tout dommage causé aux infrastructures hydrauliques, qu’il soit intentionnel ou accidentel, crée un dangereux précédent. Une fois que les réseaux d’approvisionnement en eau à destination des civils sont exposés en temps de guerre, la question des motivations passe au second plan par rapport aux conséquences. Les populations se retrouvent privées d’accès à l’eau potable et on se rapproche un peu plus d’une crise humanitaire qui aurait pu être évitée, dans cette région déjà instable. Si la frappe signalée sur Qeshm venait à être confirmée, cela créerait un dangereux précédent. Dans ce contexte, cette expression n’est pas qu’une simple formule diplomatique. Dès lors qu’une des parties procède à une attaque, ou semble attaquer des infrastructures hydrauliques, le seuil de tolérance baisse pour tous les autres. Des cibles autrefois jugées trop sensibles pour être touchées peuvent alors commencer à apparaître comme des points de pression. Dans une région où la coercition s’exerce souvent par le biais de l’asymétrie et de la vulnérabilité des civils, ce changement revêt une importance considérable. Le danger ne se limite pas aux frappes militaires directes. Les analystes ont également mis en garde contre les actes de sabotage, les cyberattaques et la contamination des installations de gestion de l’eau. Le risque est évident : les réseaux d’approvisionnement en eau fonctionnent en réseau, et non en tant que structures isolées. Il suffit de priver ces réseaux d’électricité, de carburant, de voies d’accès, de moyens de communication ou des produits chimiques nécessaires à leur fonctionnement pour que l’eau potable disparaisse, sans devoir nécessairement bombarder directement une station de traitement. Dès lors, la situation se détériore rapidement. Le pompage s’interrompt. La chloration devient irrégulière. Le traitement des eaux usées se dégrade. Les hôpitaux ne disposent plus d’eau stérile fiable. Les gens commencent à stocker de l’eau insalubre de manière imprudente. Les rumeurs prennent le pas sur les faits. Les achats dus à la panique commencent. Les plus démunis souffrent les premiers et le plus durement. Pendant des décennies, le golfe Persique a vécu dans l’illusion que la technologie permettrait de résoudre le problème des ressources naturelles limitées. La richesse en hydrocarbures a permis de transformer l’eau de mer en eau potable et de construire des villes modernes dans l’une des régions les plus arides de la planète. Mais le dessalement a toujours été coûteux. Depuis des années, les usines rejettent dans les eaux du golfe une eau chaude saumâtre et hypersa-

line, ainsi que des résidus chimiques issus du processus de traitement, exerçant ainsi une pression supplémentaire sur des écosystèmes côtiers et marins déjà mis à rude épreuve. En temps de paix, il s’agissait d’un problème écologique. En temps de guerre, cela pourrait évoluer vers quelque chose de bien pire. Des frappes visant les installations de dessalement, les réseaux de ravitaillement en carburant, les usines pétrochimiques ou les sites nucléaires pourraient aggraver la pollution et la contamination d’un milieu marin déjà vulnérable, faisant du golfe non seulement un champ de bataille, mais aussi un système de survie gravement endommagé. La vulnérabilité de l’Iran est d’autant plus grave que le pays est entré dans cette guerre avec un réseau d’approvisionnement en eau déjà soumis à de fortes tensions. La crise n’a pas commencé avec la première frappe de missile. Le pays tendait déjà vers une défaillance systémique. Des analyses antérieures avaient déjà averti que des décennies de construction de barrages, de dérivations fluviales, de surexploitation des nappes phréatiques, d’expansion industrielle dictée par des considérations politiques et de corruption avaient transformé la mauvaise gestion de l’eau en une menace pour la sécurité nationale. Des manifestations avaient déjà eu lieu dans des provinces telles que le Khuzestan et le Chaharmahal-et-Bakhtiari, où les pénuries d’eau et les politiques contreversées de transfert avaient déjà exacerbé le mécontentement de la population. La crise avait également touché Téhéran, où les puits s’asséchaient, les réservoirs se vidaient et les robinets de certains quartiers de la capitale ne coulaient plus, tandis que les autorités mettaient en garde contre un éventuel « Jour zéro », date à laquelle l’offre ne pourrait plus répondre à la demande. La guerre frappe un système d’approvisionnement en eau déjà fragile en Iran, système qui ne peut survivre ni à une attaque directe ni à une contamination industrielle. Si des raffineries, des usines pétrochimiques ou des infrastructures énergétiques majeures sont touchées, le danger ne se limite pas à des pénuries d’énergie ou à des coupures de courant. Les produits pétroliers, les produits chimiques toxiques et les eaux de ruissellement issues des systèmes d’extinction d’incendie peuvent contaminer les sols, les eaux de surface et les nappes phréatiques, aggravant ainsi la pénurie d’eau par une pollution. Dans un pays déjà confronté à l’épuisement des nappes phréatiques et à une gouvernance environnementale défaillante, ces effets peuvent perdurer longtemps après la fin des bombardements. Lorsque des raffineries, des dépôts de carburant ou des installations de stockage prennent feu ou viennent à rompre, les produits pétroliers, les résidus toxiques et les produits chimiques utilisés pour lutter contre l’incendie peuvent s’infiltrer dans le sol, s’écouler dans les rivières et les canaux, et finir par contaminer les eaux souterraines. Il en résulte non seulement une diminution des ressources en eau, mais aussi une eau plus polluée et plus dangereuse. Des pluies noires chargées de pétrole sont tombées sur Téhéran ce week-end, suite à des incendies dans les dépôts. Le risque

pour la santé publique est devenu encore plus imminent, car la saie, les composés acides et les résidus de pétrole peuvent aggraver l’asthme et d’autres maladies respiratoires, irriter les yeux et la peau, et entraîner des polluants toxiques sur les toits, dans les rues et dans des réserves d’eau déjà fragiles. C’est ce qui rend l’allégation sur Qeshm si grave, avant même qu’elle n’ait fait l’objet d’une vérification complète. Elle nous montre ce qui est désormais possible dans cette guerre. Dès lors que les infrastructures hydrauliques entrent dans la catégorie des cibles acceptables, le système de survie des civils de la région apparaît comme dangereusement vulnérable. Le droit international humanitaire interdit les attaques contre les biens indispensables à la survie de la population civile, dont les installations et les réserves d’eau potable. Mais le droit n’a de poids que lorsque les belligérants en craignent des conséquences. Dans les guerres prolongées, la retenue a tendance à s’effriter plus rapidement que les principes juridiques. La perspective de cibles nucléaires soulève d’autres risques. Toute frappe contre des sites liés au nucléaire n’entraînerait pas nécessairement une catastrophe de l’ampleur de celle de Tchernobyl. En citant des experts et l’Agence internationale de l’énergie atomique, Reuters a rapporté que les attaques contre des installations d’enrichissement et de conversion comme Natanz, Fordow et Ispahan sont plus susceptibles de provoquer des risques chimiques localisés que des retombées radiologiques de grande échelle. Mais ce même article précise clairement qu’une attaque contre le réacteur opérationnel iranien de Bushehr représenterait un danger bien plus grave, notamment une contamination radioactive potentielle des eaux du golfe Persique. Pour les États voisins qui dépendent fortement de l’eau dessalée du golfe, il ne s’agit pas d’une préoccupation technique. C’est une menace directe sur la sûreté humaine. Même si les scénarios prévoyant la chute de la République islamique devaient finir par se concrétiser, cette guerre rendra le redressement de l’Iran plus difficile. Des décennies de mauvaise gestion de l’eau, de destruction de l’environnement et de délabrement institutionnel ont d’ores et déjà conduit le pays au bord de l’effondrement systémique. La guerre menace désormais d’aggraver ces écueils via la destruction des infrastructures, la pollution industrielle, les perturbations énergétiques et la détérioration de la santé publique. Même si un changement politique venait à se produire, il neffacerait pas comme par enchantement ces difficultés. Il en hériterait. Le prochain gouvernement, de quelque nature qu’il soit, devra s’efforcer de remettre sur pied un pays dont les systèmes d’approvisionnement en eau, d’énergie et de protection de l’environnement avaient déjà été gravement mal gérés, puis encore davantage mis à mal par la guerre. (*)Journaliste irano-américain primé et un analyste spécialisé dans les questions liées à l’eau. Alireza Nader est un chercheur indépendant spécialiste de l’Iran et du Moyen-Orient. Source : Foreign Policy, publié le 09-03-2026 Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

IRAK

Chute de 70 % des recettes d’exportation de pétrole au cours du mois de mars

La compagnie publique irakienne SOMO, en charge de la commercialisation et des exportations de pétrole a indiqué que l'Irak avait exporté 18 millions de barils en mars, pour près de 2 Mds USD de revenus. En février, les exportations de pétrole avaient atteint près de 100millions de barils, dont 5,5 millions de barils exportés depuis la région autonome du Kurdistan, pour un montant total de 6,8 Mds USD. Les recettes d’exportations ont ainsi chuté de 70 %, l'effet prix favorable compte tenu de la forte hausse du cours du baril ayant très partiellement compensé une chute en volume des exportations de 82 %. Avant l'annonce du cessez-le-feu, le ministre irakien des Affaires étrangères a déclaré le que l'Irak avait obtenu des autorités iraniennes un droit de passage du détroit d'Ormuz pour les pétroliers transportant du pétrole irakien.

JORDANIE

Croissances du PIB (+2,83 %) en 2025

Selon le Département des statistiques (DoS), le PIB a augmenté de +3 % au quatrième trimestre (T4) 2025par rapport au T4 2024. Le taux de croissance du PIB s’élève donc à +2,83 % pour l'ensemble de l'année2025 et dépasse l'estimation de +2,7 % faite par le FMI lors de la quatrième revue du programme en cours, effectuée en décembre 2025. Le secteur agricole a atteint le taux de croissance le plus élevé au T4 2024(+7 %, contribution à la croissance de 0,46 point de pourcentage – pp –) suivi par le secteur minier (+6,9 %, contribution de 0,24 pp) et le secteur manufacturier(+5,2 %, contribution de 0,87 pp).

MAURITANIE

59,28 millions de dollars pour réduire la fracture énergétique rurale

Alors que l'accès à l'électricité reste très limité dans les zones rurales mauritaniennes, avec moins de 3 % de la population électrifiée en 2025, selon le ministère de l'Énergie et du Pétrole, un nouveau financement de la BID cible directement ces territoires encore peu desservis.

Synthèse rédaction économique

La Banque islamique de développement (BID) a approuvé un financement de 59,28 millions de dollars destiné à un projet d'électrification rurale en Mauritanie, à l'issue de sa 365e réunion de son conseil d'administration. Destiné à améliorer l'accès à l'électricité dans plusieurs régions, dont l'Adrar, l'As-saba, l'Inchiri, le Brakna, les deux Hodhs et le Tagant, ce financement comprend 25,35 millions de dollars provenant des ressources ordinaires de la BID, complétés par 33,93 millions de dollars issus du fonds concessionnel. L'institution ne précise toutefois ni le nombre de bénéficiaires ni les capacités prévues.

« Au-delà des infrastructures, le projet met l'accent sur l'autonomisation économique grâce à la mise en place de dix plateformes énergétiques multifonctionnelles gérées par des coopératives féminines locales, spécialement conçues pour soutenir les micro-entreprises et améliorer les moyens de subsistance des ménages dirigés par des femmes et des communautés vulnérables », indique la banque islamique dans son communiqué. Cette approbation s'inscrit dans une série d'interventions récentes de l'institution dans le pays. La dernière en date, annoncée le 9 mars, consistait en un financement de 136 millions de dollars pour soutenir les projets de santé et d'énergie. Elle couvre notamment l'interconnexion électrique avec le Mali, intégrant des centrales solaires.

ARABIE SAOUDITE

L’oléoduc est-ouest à nouveau “en état de fonctionnement” après des attaques

L'oléoduc traversant d'est en ouest l'Arabie saoudite, équipement crucial pour l'exportation de brut en période de blocage du détroit d'Ormuz, est à nouveau "en état de fonctionnement" après des attaques, ont annoncé dimanche les autorités du pays. "Les équipements énergétiques et l'oléoduc est-ouest endommagés par des attaques sont à nouveau en état de fonctionnement, améliorant la fiabilité de l'approvisionnement", a affirmé le ministère saoudien de l'Energie, cité par l'agence officielle SPA. Le Financial Times avait affirmé qu'une importante attaque de drone

avait visé mercredi cet équipement, la Petroline, malgré l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu entre les Etats-Unis et l'Iran. Ni le gouvernement saoudien ni le géant pétrolier public Aramco, propriétaire de l'oléoduc, n'avaient alors commenté l'information. Jeudi, Ryad avait toutefois reconnu que les attaques menées ces dernières semaines par l'Iran contre des infrastructures énergétiques du royaume avaient fait un mort et amputé la capacité de production pétrolière du pays. Une station de pompage de l'oléoduc avait été atteinte. L'Iran a visé des infrastructures des alliés américains du Golfe, dont

l'Arabie saoudite, en représailles à l'attaque israélo-américaine lancée contre son territoire le 28 février. Dimanche, le ministère saoudien de l'Energie a souligné qu'après les travaux, la capacité de l'oléoduc est-ouest avait été "pleinement rétablie" pour atteindre "environ sept millions de barils par jour". De même source, les attaques avaient réduit ce flux "d'environ 700.000 barils par jour". L'Arabie, premier exportateur de brut au monde, produit un peu plus de 10 millions de barils par jour. La Petroline saoudienne s'est avérée être une bouée de sauvetage économique cruciale pendant la guerre, ce réseau de

1.200 kilomètres reliant deux voies navigables essentielles au commerce mondial, le Golfe à l'est et la mer Rouge à l'ouest. L'Iran a de facto bloqué depuis le début de la guerre le détroit d'Ormuz par lequel transite habituellement un cinquième de la consommation mondiale d'hydrocarbures, et le déblocage de cette voie maritime au terme du cessez-le-feu reste incertain. Achevée dans les années 1980 alors que le Golfe était perturbé par la guerre Iran-Irak, la Petroline a été construite comme solution stratégique de secours pour contourner tout blocage du détroit. Agence

LIBYE

Les deux gouvernements adoptent un premier budget national unifié depuis 13 ans

Les organes législatifs rivaux de l'est et de l'ouest de la Libye ont signé un accord négocié par les États-Unis visant à unifier les dépenses publiques dans ce pays divisé pour la première fois depuis plus d'une décennie, a annoncé samedi la banque centrale. Ce pays d'Afrique du Nord peine à se remettre du chaos qui a éclaté à la suite du soulèvement du Printemps arabe de 2011, qui a renversé le dirigeant de longue date Mouammar Kadhafi. Il reste divisé entre un gouvernement reconnu par l'ONU, dirigé par le Premier ministre Abdulhamid Dbeibah et basé à Tripoli, et une administration orientale à Benghazi, soutenue par le chef militaire Khalifa Haftar. « Cette mesure reflète un réel progrès vers l'unification de la politique budgétaire et le renforcement de la bonne gestion des dépenses publiques », a déclaré la banque centrale à propos du

nouveau budget, qualifiant l'accord de « premier consensus sur l'unification des dépenses à l'échelle de la Libye depuis plus de 13 ans ». L'accord a été signé par Issa Al-Arebi, représentant de la Chambre des représentants basée à Benghazi, et Abdul Jalil Al-Shawish, représentant du Haut Conseil d'État à Tripoli. Bien qu'elle ait généré 22 milliards de dollars de recettes pétrolières l'année dernière – soit une hausse de plus de 15 % par rapport à l'année précédente –, la Libye est confrontée à un déficit en devises étrangères de 9 milliards de dollars, selon la banque centrale. En janvier dernier, la banque a dévalué le dinar de près de 15 % pour la deuxième fois en moins d'un an, invoquant une série de problèmes, notamment l'absence d'un budget national unifié. La banque centrale a déclaré que le nouvel accord renforcerait la stabilité financière du pays, saluant le « rôle

positif des États-Unis dans le soutien aux efforts de médiation » entre les deux parties. La Libye détient les plus grandes réserves de pétrole d'Afrique, avec environ 48,4 milliards de barils, et produit actuellement environ 1,5 million de barils par jour, tout en cherchant à porter sa production à deux millions. M. Dbeibah a également remercié Mas-sad Boulos, conseiller principal de Donald Trump pour les affaires arabes et africaines, pour avoir « soutenu les efforts de médiation qui ont conduit à cet accord ». « Il s'agit d'une avancée porteuse de signes prometteurs, mais le véritable test réside dans l'engagement sérieux de toutes les parties, afin que cela se traduise par des résultats tangibles pour les citoyens dans leur vie quotidienne », a écrit M. Dbeibah dans un communiqué. R.E

AFRIQUE DE L'EST

AgDevCo injecte 15 millions \$ supplémentaires dans l'aquaculture

Le financement soutiendra la prochaine phase d'expansion de Victory Group, spécialisé dans l'aquaculture en Afrique de l'Est, notamment à travers la création de nouveaux sites d'élevage au Kenya et au Rwanda.

AgDevCo, un investisseur spécialisé dans l'agriculture en Afrique subsaharienne, a annoncé mardi 7 avril la réalisation d'un investissement de dette mezzanine de 15 millions de dollars au profit de Victory Group. Cette entreprise aquacole d'Afrique de l'Est, spécialisée dans la production de tilapia du Nil, prévoit d'utiliser ces fonds pour étendre sa production au Kenya et au Rwanda au cours des trois prochaines années, avec pour objectif d'atteindre 30 000 tonnes de poisson d'ici 2029. « Notre objectif est de bâtir une entreprise aquacole de premier plan qui fournit des protéines nutritives à grande échelle, tout

en créant des opportunités pour les commerçants et les communautés qui dépendent de notre chaîne de valeur », a déclaré Joseph Rehmann, fondateur et directeur général de Victory Group.

Un investissement pour soutenir l'expansion

Il a ajouté : « l'investissement d'AgDevCo nous aidera à accroître notre production et à renforcer notre distribution, alors que la demande de poisson abordable et de haute qualité continue de croître en Afrique de l'Est ». Ce n'est pas le premier investissement d'AgDevCo au profit de l'entreprise. Un premier

financement de 4 millions de dollars avait été réalisé en 2021, permettant, selon l'investisseur, d'améliorer la production tout en renforçant l'efficacité opérationnelle du groupe. La progression de l'aquaculture en Afrique de l'Est illustre l'intérêt croissant pour ce secteur. D'après l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la production régionale a considérablement augmenté ces dernières années. Malgré cette dynamique, l'offre reste insuffisante, alors que la demande continue de croître sous l'effet de la démographie et de l'urbanisation.

R.I

POUR DÉVELOPPER LA FILIÈRE LAIT

La Tanzanie lance un projet sur la période 2025-2035

En Tanzanie, la filière lait est la deuxième en termes d'importance dans le secteur de l'élevage après celle de la viande. Le gouvernement vise l'autosuffisance avec la mise en œuvre de nouveaux projets de développement destinés à accroître la production locale. En Tanzanie, le Conseil laitier (TDB) met en œuvre un projet sur la période 2025–2035 en vue de développer la filière lait avec l'appui du gouvernement. C'est ce qu'a révélé George Msalya, secrétaire général du TDB, qui s'est confié le 28 mars dernier au média local The Citizen. D'un cout total de 520 milliards de shillings (200 millions \$), le dit projet repose sur plusieurs interventions structurantes destinées à transformer la productivité de la filière. Il prévoit notamment l'importation de 17

200 vaches laitières à haut rendement génétique, la construction de 150 nouveaux centres de collecte, ainsi que des investissements dans les infrastructures hydrauliques et la production de fourrages. « Les producteurs devraient ainsi bénéficier d'un accès à des crédits abordables, à des formations modernes et à des intrants de qualité, afin d'améliorer à la fois la production et la qualité du lait », rapporte la même source. Si, pour l'heure, l'origine des vaches laitières à importer n'est pas encore connue, on sait que Dodoma a donné en novembre dernier son feu vert à l'importation d'une large gamme de produits d'élevage du Brésil, parmi lesquels figuraient des bovins vivants à des fins de reproduction. La Tanzanie présente encore des niveaux de productivité très

faibles. Les données compilées par le ministère de l'Agriculture montrent que les vaches locales produisent en moyenne entre 0,5 et 2 litres de lait par jour, soit entre 182 et 730 litres par an et par vache. En comparaison, la production moyenne du cheptel brésilien s'élevait à près de 2 362 litres par vache et par an en 2024, d'après les données officielles. Quoi qu'il en soit, le plan d'investissement décennal mis en œuvre par le TDB s'il se concrétise permettra d'améliorer les capacités de production de la filière tanzanienne à terme.

L'autosuffisance en ligne de mire

En Tanzanie la production de lait frais est sur une pente ascendante depuis quelques années. Les données compilées par le Bureau national des sta-

tistiques montrent par exemple que l'offre locale de lait frais a en effet grimpé de 29 % en l'espace de cinq ans, passant de 3,1 millions de tonnes en 2020 à 4 millions de tonnes en 2024. En dépit de cette progression, le pays a toujours recours aux importations, mais en quantité relativement faible. D'après la FAO, la Tanzanie a importé en moyenne 29 301 tonnes de produits laitiers en équivalent lait par an entre 2020 et 2024, principalement du lait en poudre et du beurre. Sur la période considérée, la facture des dépenses associées à ces achats s'est élevée en moyenne à 7,76 millions \$ par an. Dans ce contexte, l'enjeu pour Dodoma de renforcer les capacités de production de l'industrie locale sera de faire de l'objectif d'autosuffisance une réalité dans les prochaines années.

GHANA

E&P de Ibrahim Mahama retenu par l'État pour reprendre la mine d'or Damang

En Afrique de l'Ouest, le contenu local gagne depuis quelques années du terrain dans le secteur minier, porté par des réformes publiques ainsi que les ambitions des entreprises locales. Un nouvel épisode s'écrit dans ce cadre au Ghana, autour de la mine d'or Damang du sud-africain Gold Fields. Mardi 7 avril, la société minière ghanéenne Engineers and Planners Ltd (E&P) a été officiellement retenue par le gouvernement pour acquérir la mine d'or Damang. Cette décision marque l'aboutissement de l'appel d'offres lancé le mois dernier et place l'entreprise dirigée par Ibrahim Mahama (photo), frère du président John Mahama, à la tête de l'un des plus anciens complexes aurifères du pays. Préparer l'après Gold Fields

En exploitation depuis près de 30 ans, la mine d'or Damang a atteint l'an dernier la fin de son cycle, marquée par l'épuisement de ses réserves connues et l'expiration du bail minier de son opérateur sud-africain Gold Fields. Afin d'assurer une transition en douceur, un accord avait été conclu avec l'État pour prolonger ce bail d'une année supplémentaire. Alors que cette période s'achève ce mois-ci, les autorités ont lancé un appel d'offres destiné aux entreprises locales en vue de reprendre le contrôle de la mine. Dans ce cadre, trois autres sociétés, en l'occurrence Vortex Resources, Heath Goldfields et Maripoma Mining, se sont positionnées aux côtés de Engineers and Planners Ltd. À l'issue de l'évaluation, le comité chargé d'examiner les offres indique que cette dernière s'est dis-

tinguée en obtenant la meilleure note, notamment en satisfaisant aux principales exigences, dont la capacité à mobiliser un financement d'au moins 500 millions USD. « Le dossier d'appel d'offres indique que la société [E&P, Ndlr] possède l'expérience et les connaissances pertinentes en matière d'exploitation, d'infrastructure et de géologie de la mine de Damang et a soumis des propositions pour son développement, y compris des mesures visant à prolonger la durée de vie de la mine au-delà de dix [10] ans [...]. En résumé, la société a démontré la plus grande capacité à exploiter la mine de Damang, comme en témoigne la soumission de l'offre la plus viable », indique le rapport.

GHANA

L'exécutif étudie une réduction des taxes sur les produits pétroliers

Alors qu'en janvier, la Ghana Oil Company Ltd (GOIL) avait réduit le prix des carburants dans 150 stations, l'Etat a relevé les prix planchers début avril, sous l'effet de la hausse des cours du brut et de la dépréciation du cedi, entraînant une hausse à la pompe. Le Ghana a engagé des discussions internes sur une possible révision des taxes appliquées aux produits pétroliers, dans un contexte marqué par une hausse récente des prix à la pompe. Le ministre de l'Énergie et de la Transition verte, John Abdulai Jinapor (photo), a indiqué le mardi 7 avril à Accra, que des échanges sont en cours avec le ministère des Finances. C'était lors du lancement de la Chamber of Oil Marketing Companies Safety Week Celebration 2026, un évènement organisé au Ghana Institute of Management and Public Administration. Aucune décision n'a encore été arrêtée à ce stade. Selon Jinapor, les discussions portent notamment sur le maintien ou l'ajustement de certaines taxes spécifiques appliquées aux carburants, dont la « one cedi levy », un prélèvement fixe intégré au prix à la pompe, estimé à environ 1 cedi ghanéen (environ 0,091 \$) par litre de carburant vendu. Le ministre a précisé que plusieurs options sont sur la table. Elles incluent une réduction partielle ou une suppression ciblée de certains prélèvements. Il a aussi indiqué que ces arbitrages sont menés en coordination avec le ministère des Finances, afin d'en mesurer les implications budgétaires. Ces échanges surviennent dans un contexte de hausse des prix des produits pétroliers sur le marché intérieur. Cette évolution est associée à la progression des cours du pétrole sur les marchés internationaux, dans un environnement marqué par des tensions géopolitiques. Toujours selon le ministre, cette situation se traduit par une hausse des prix des carburants au Ghana, suscitant des réactions chez les consommateurs et les opérateurs économiques. Dans ce contexte, le gouvernement indique que l'approvisionnement reste sa priorité. Ce développement intervient alors qu'au Ghana, les prix des carburants ont récemment augmenté à la suite d'ajustements opérés par la National Petroleum Authority (NPA). Le 1er avril, le régulateur a annoncé le relèvement des prix planchers de carburants pour la fenêtre tarifaire allant jusqu'au 15 avril. Ainsi, le prix de l'essence a été fixé à 13,30 cedis le litre, en hausse de 1,73 cedi, tandis que celui du diesel a atteint 17,10 cedis, soit une augmentation de 2,75 cedis. Quant au gaz de pétrole liquéfié (GPL), son cours a été établi à 10,71 cedis par kilogramme. Selon les indications techniques publiées par la NPA le 1er avril, ces niveaux reflètent l'évolution des cours internationaux et du taux de change. Dans le même temps, les prix effectivement pratiqués sur le marché ont été ajustés par les opérateurs, en intégrant les marges commerciales et les prélèvements en vigueur.

Agence

EN UN AN

Les cours du coton ont atteint leur niveau le plus élevé

Après une baisse généralisée des prix du coton sur le marché international en 2025, les analystes anticipaient une poursuite de cette tendance en 2026. Contre toute attente, la matière première a vu un redressement de ses cours dans un contexte géopolitique mondial marqué par de fortes tensions.

Synthèse R.I.

Les prix du coton enregistrent un redressement sur le marché international depuis le début du mois de février 2026. D'après les données de l'Intercontinental Exchange (ICE Futures U.S.), les cours de la fibre ont clôturé le 7 avril 2026 à 71,31 cents la livre, soit environ 1,57 \$/kg. Ce niveau représente une hausse de 8,7 % par rapport au prix observé au 31 décembre 2025 (1,45 \$/kg). Il marque en outre le plus haut niveau de prix atteint par le coton sur les douze derniers mois. Pour retrouver un niveau comparable, il faut en effet remonter au 5 mai 2025, date à laquelle les cours de la fibre avaient clôturé à 72,06 cents la livre, soit environ 1,59 \$/kg sur l'ICE. Évolution des cours du coton sur l'ICE depuis mai 2025

Selon la plateforme internationale de données économiques et financières Trading

Economics, les acteurs du marché évaluent un resserrement des perspectives d'offre mondiale face aux données récentes sur les superficies cultivées. « Les superficies réellement cultivées s'écartent souvent des premières estimations gouvernementales, et cette incertitude est accentuée par des réductions de production confirmées dans de grands pays producteurs comme le Brésil, la Chine et l'Australie », souligne la plateforme dans sa dernière analyse du marché mondial le 4 avril. Le 31 mars dernier, la société chinoise Sun-Sirs, spécialisée dans la collecte, l'analyse et la diffusion de données sur les marchés des matières premières, rapportait par exemple que la superficie plantée en coton aux États-Unis, 4ème producteur mondial de la fibre après la Chine, l'Inde et le Brésil, chuterait à 9,23 millions d'acres en 2026, contre une estimation précédente de 9,4 millions d'acres, sur fond de conditions climatiques défavorables. La ceinture cotonnière américaine a

en effet subi des températures record en mars, susceptibles d'affecter les semis et de générer des craintes sur la production. Au-delà des incertitudes de l'offre chez certains pays producteurs, les analystes anticipent une hausse prochaine des coûts de production liée aux tensions existantes sur le marché mondial des engrais. Un impact attendu du conflit au Moyen-Orient ? Le coton est une culture de rente qui affiche une grande consommation d'engrais, en l'oc-

currence de NPK et d'urée. Dans ce contexte, les observateurs estiment que la hausse des prix sur le marché mondial des engrais devrait se répercuter sur les coûts de production, surtout dans des pays producteurs de coton qui dépendent majoritairement des importations d'engrais. Le Brésil, 3ème producteur mondial de coton, illustre bien cette crainte. D'après l'USDA, le pays d'Amérique du Sud dépend à hauteur de 87 % des importations pour ses besoins en engrais.

APRÈS L'ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS Les bourses attendues en baisse

Lundi, les principaux indices européens sont attendus en territoire négatif à l'ouverture, après que le président Donald Trump a annoncé sa volonté de bloquer le détroit d'Ormuz suite à l'échec des négociations entre les États-Unis et l'Iran à Islamabad ce week-end, ravivant les craintes d'une crise énergétique mondiale plus profonde. Selon certaines sources, Washington envisagerait également de nouvelles frappes contre Téhéran, alors que la confrontation diplomatique s'est achevée sans accord. Les États-Unis accusent l'Iran de ne pas vouloir renoncer à ses ambitions nucléaires, tandis que Téhéran aurait posé des conditions strictes, notamment le contrôle du détroit d'Ormuz, des réparations de guerre, un cessez-le-feu régional et le déblocage des avoirs gelés à l'étranger.

Le FTSE Mib est attendu en baisse de 0,9% ou 405,0 points, après avoir clôturé vendredi en hausse de 0,6% à 47.609,36. À Milan, vendredi soir, le Mid-Cap a gagné 1,2% à 57.240,40, le Small-Cap a progressé de 0,7% à 33.992,05 tandis que l'Italie Growth a avancé de 0,6% à 8.629,83. En Europe, le FTSE 100 de Londres est prévu en baisse de 0,6% ou 64,4 points, le CAC 40 de Paris est indiqué dans le rouge de 1,0% ou 84,1 points et le DAX 40 de Francfort est attendu en repli de 1,5% ou 361,5 points. Pour en revenir à Milan, sur l'indice phare de Piazza Affari, Buzzi a mené les hausses avec une progression de 5,7%, avec plus de 1,1 million d'actions échangées, après avoir cédé 1,1% lors de la séance précédente. Rédaction/Agence

TRÊVE AU MOYEN-ORIENT Les marchés respirent

L'annonce d'une trêve entre l'Iran et les États-Unis provoque un soulagement immédiat sur les marchés. Le pétrole recule nettement et les places boursières s'envolent en Asie ainsi qu'en Europe. Mais derrière cette accalmie, de nombreuses incertitudes demeurent, notamment autour de la reprise effective du trafic dans le détroit d'Ormuz, artère clé du commerce mondial. La trêve annoncée entre Washington et Téhé-

ran a immédiatement détendu les marchés mondiaux. Les cours du pétrole reculent nettement après plusieurs jours de forte tension, tandis que les bourses asiatiques et européennes enregistrent de vives hausses, en particulier dans les pays très dépendants des importations d'énergie du Golfe. Cette réaction s'explique par le rôle central du détroit d'Ormuz, par lequel transite une part majeure du pétrole, du gaz naturel liquéfié et des engrais

dans le monde. Sa fermeture partielle faisait craindre un choc économique global. Une reprise encore incertaine Malgré l'annonce d'une réouverture, le retour à la normale reste loin d'être acquis. De nombreux armateurs attendent des garanties de sécurité avant de reprendre leurs rotations, alors que des centaines de navires restent immobilisés dans la région. Les interrogations persistent sur les conditions de passage et la

solidité de l'accord dans le temps. Conséquence : si une détente sur les prix de l'énergie est attendue à court terme, elle pourrait rester progressive. Le secteur aérien, notamment, anticipe des coûts encore élevés pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois, le temps que les chaînes d'approvisionnement se stabilisent.

Agence

APRÈS L'ÉCHEC DES POURPARLERS DE PAIX USA-IRAN Les Bourses asiatiques plient et le pétrole bondit

Les cours du pétrole sont repassés au-dessus de 100 dollars le baril et les marchés actions asiatiques chutent, l'échec des pourparlers de paix entre les Etats-Unis et l'Iran ayant douché les espoirs d'une fin des combats qui ont secoué les marchés, menaçant de ralentir la croissance mondiale et d'alimenter l'inflation. Les marchés ont effacé les gains timides enregistrés la semaine dernière après l'annonce d'un cessez-le-feu de deux semaines, et le durcissement du discours du président Donald Trump sur le détroit d'Ormuz - par lequel transite un cinquième du pétrole mondial et de nombreuses matières premières essentielles - va alimenter les craintes de chocs d'offre. Dans une publication sur Truth Social, le président Donald Trump a dé-

claré que la réunion avec l'Iran avait duré près de 20 heures et que la plupart des points avaient fait l'objet d'un accord, "mais que le seul point qui comptait vraiment, le NUCLEAIRE, ne l'avait pas été." L'Iran n'étant pas disposé à renoncer à ses ambitions nucléaires, les Etats-Unis bloqueront tous les navires qui tenteront d'entrer ou de sortir du détroit d'Ormuz, a-t-il ajouté. Les forces du Commandement central des Etats-Unis ont indiqué qu'elles mettraient en place un blocus de tout le trafic maritime entrant et sortant des ports iraniens lundi à 10h00, heure de New York. La guerre a interrompu le trafic dans cette voie navigable, mais l'Iran avait autorisé quelques navires à passer dans le cadre d'un nouveau régime d'itinéraires, d'autorisations et de redevances connu dans le secteur sous le nom de

"péage de Téhéran". Le blocus américain va désormais placer ces navires et ces pays dans une situation délicate, les obligeant à choisir entre se conformer ou risquer une confrontation avec la marine chargée de l'application du blocus, indiquent les analystes de Commerzbank Research dans un rapport de recherche. Donald Trump a déclaré que d'autres pays participeraient au blocus, donnant pour instruction à la marine américaine d'intercepter tout navire dans les eaux internationales ayant payé un péage à l'Iran. "Qui-conque paie un péage illégal ne bénéficiera pas d'un passage sûr en haute mer", a-t-il déclaré. Les économies ressentent déjà l'impact de l'interruption des flux d'énergie, d'engrais et d'autres matières premières en provenance du Moyen-Orient. Plus les perturbations dureront, plus

le coût économique sera élevé, préviennent les analystes. Les marchés financiers devraient rester sur la défensive, car les derniers développements en date mettent en péril un cessez-le-feu déjà fragile, a indiqué l'équipe de recherche sur l'économie et les marchés mondiaux d'UOB. Les cours du pétrole ont bondi pour repasser au-dessus de 100 dollars le baril, le contrat à terme sur le West Texas Intermediate pour livraison rapprochée grimpant de 8,6% à 104,91 dollars le baril et le contrat sur le Brent pour livraison rapprochée progressant de 7,4% à 102,23 dollars le baril vers 6h10, selon les données d'ICE. Les marchés pétroliers sont résolument revenus en mode géopolitique, a déclaré Priyanka Sachdeva de Phillip Nova, ajoutant que chaque baril de pétrole bloqué dans le détroit a un coût infla-

tionniste pour l'économie mondiale. OCBC estime que l'attention reste portée sur le maintien du cessez-le-feu, car cela aurait des répercussions sur les prix du pétrole, l'inflation et influencerait les attentes du marché concernant les taux, ce qui peut à son tour affecter l'attrait des prix de l'or. Les marchés boursiers asiatiques chutent, l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo perdant 1,2%, le Kospi sud-coréen reculant de 1,1% et l'indice de référence australien S&P/ASX 200 cédant 0,6%. Les contrats à terme sur les indices boursiers américains sont en baisse, le contrat à terme eMini Nasdaq 100 chutant de 0,9%, le contrat à terme eMini S&P 500 reculant de 0,8% et le contrat à terme eMini Dow perdant aussi 0,8%.

R.I

ETATS UNIS

L'économie s'essoufflait avant la guerre

Les Etats-Unis ont fini l'année 2025 avec une croissance terne et débuté 2026 avec une inflation têtue, alors que la guerre au Moyen-Orient menace de peser tant sur l'activité que les prix.

Le produit intérieur brut (PIB) de la première économie mondiale n'a progressé que de 0,7% en rythme annualisé au dernier trimestre 2025, a rectifié vendredi le service statistique officiel BEA.

Il avait précédemment estimé la croissance à 1,4% sur la période.

Les Etats-Unis mettent en avant le rythme annualisé, qui projette sur l'ensemble de l'année l'évolution observée pendant trois mois. Cette révision est une surprise pour les marchés, qui s'attendaient à ce que l'activité soit au contraire légèrement réévaluée à la hausse, selon le consensus publié par MarketWatch. Le BEA explique que tous les contributeurs au PIB (exportations, consommation, investissements, dépenses publiques) avaient été surestimés. Sur l'ensemble de 2025, le calcul change aussi: la croissance était de 2,1% (contre

2,2% précédemment). Le PIB avait progressé de 2,8% en 2024, dernière année du mandat de Joe Biden. L'estimation initiale du BEA, le 20 février, avait créé des remous dans le pays désormais dirigé par Donald Trump, car elle montrait déjà une performance nettement inférieure à celles des deux trimestres précédents. Le président républicain, qui a promis un "nouvel âge d'or", avait imputé cette faiblesse soudaine à l'opposition démocrate. Celle-ci a ferrailé avec le parti républicain autour du budget annuel, ce qui a provoqué une paralysie budgétaire ("shutdown") à l'automne, la plus longue de l'histoire du pays.

Moral des consommateurs en berne

Le BEA a aussi publié l'indice d'inflation (PCE) pour le mois de janvier. En léger ralentissement (à 2,8% sur un an contre 2,9% en décembre), il reste supérieur

à l'objectif de la Réserve fédérale (Fed), qui est de 2%. Surtout, l'inflation sous-jacente (hors prix volatils de l'énergie et de l'alimentation) a de son côté accéléré en janvier, à 3,1% contre 3% le mois d'avant. Un tel rythme d'inflation sous-jacente n'avait pas été observé depuis début 2024. Le revenu réel des Américains s'est cependant amélioré en janvier (+0,7% sur un mois). Toutes ces données témoignent d'une situation antérieure au déclenchement, le 28 février, par les Etats-Unis et Israël de la guerre contre l'Iran. Le conflit embrase l'ensemble du Moyen-Orient, fait flamber les prix de l'énergie et les coûts de production. Tout cela pèse sur les perspectives de croissance mondiale et rejaillit sur les consommateurs américains.

Rédaction internationale

SUISSE

A Genève, les réseaux thermiques bousculent l'économie

Indispensable pour décarboner le canton, le déploiement des réseaux thermiques structurants met sous tension la mobilité, les commerces et l'ensemble du tissu économique A Genève, les chantiers se multiplient et s'installent dans la durée. Derrière les tranchées ouvertes et les déviations, un dispositif invisible est en

train de prendre forme: les réseaux thermiques structurants (RTS). «Nous construisons l'infrastructure énergétique la plus importante des prochaines décennies», souligne Véronique Athané Ryser, directrice générale des Services industriels de Genève (SIG). Le projet bénéficie d'ailleurs d'un

large soutien. Approuvés par près de 80% de la population en 2022, les RTS doivent couvrir la moitié des besoins en chaleur du canton avec une énergie 100% renouvelable d'ici à 2050. Mais cette ambition repose sur un chantier massif: 250 kilomètres de réseau (dont 170 déjà réalisés), 1,5 milliard de francs investis d'ici à 2030

et 1500 bâtiments à raccorder. «Pour cela, il faudra encore assumer des travaux d'envergure pendant de nombreuses années», a rappelé Arnaud Bürgin, directeur général de la FER Genève, lors d'un événement récemment organisé par la fédération.

R.I.

NORVÈGE

L'exploitation du plus grand gisement européen de terres rares peine à démarrer

Selon de nouvelles estimations, les réserves de Fensfeltet pourraient atteindre jusqu'à 15,9 millions de tonnes d'oxydes de terres rares. Mais le projet est retardé par des procédures administratives et des risques financiers trop élevés face à la concurrence chinoise et américaine. «Maintenant, il est temps d'arrêter de parler et de commencer à agir.» Joint par visioconférence par des confrères, d'Ulefoss, ancien village minier de 2 000 habitants dans le sud de la Norvège, Alf Reistad trépigne. Le patron de Rare Earths Norway (REN) a pourtant de quoi se réjouir: rendues publiques début mars, de nouvelles estimations indiquent que le gisement Fensfeltet, à 150 kilomètres au sud-ouest d'Oslo, pour lequel sa société dispose d'un permis d'extraction, recèlerait 80 % de terres rares de plus que ce que les premiers chiffres montraient, confirmant qu'il s'agit bien là de la plus grosse réserve de ces métaux en Europe. Mais, à Ulefoss, Alf Reistad avertit: à moins que

les autorités norvégiennes, la Commission européenne et les Etats membres de l'Union européenne (UE) se mobilisent, ces ressources, pourtant considérées comme des matières premières critiques par Bruxelles, pourraient bien ne jamais voir le jour. «Elles sont enfouies dans un ancien volcan endormi depuis 580 millions d'années et y resteront si on ne fait pas de leur extraction une priorité et qu'on ne met pas en place un système de mitigation des risques financiers», affirme t-il.

les autorités norvégiennes, la Commission européenne et les Etats membres de l'Union européenne (UE) se mobilisent, ces ressources, pourtant considérées comme des matières premières critiques par Bruxelles, pourraient bien ne jamais voir le jour. «Elles sont enfouies dans un ancien volcan endormi depuis 580 millions d'années et y resteront si on ne fait pas de leur extraction une priorité et qu'on ne met pas en place un système de mitigation des risques financiers», affirme t-il.

DANS LES PROJETS DE MINERAIS CRITIQUES

Washington et Canberra doublent leurs investissements

L'Australie dispose d'importantes réserves de minerais critiques, comme les terres rares, mais la Chine maîtrise le processus de raffinage, techniquement complexe et délicat sur le plan environnemental. L'Australie et les États-Unis ont engagé plus de 5 milliards de dollars australiens (3,5 milliards de dollars américains) pour soutenir une série de projets de minerais critiques, soit près du double du montant promis lorsque les deux pays ont conclu un accord de coopération il y a six mois, a annoncé Canberra dimanche. Ce financement vise à soutenir des initia-

tives australiennes destinées à développer et à raffiner des métaux essentiels à des secteurs tels que la défense, l'industrie manufacturière avancée et la transition énergétique — un marché longtemps dominé par la Chine. Ce faisant, ils contribueraient à la réindustrialisation de la base manufacturière de haute technologie des États-Unis, tout en aidant à «contrer la domination des exportations chinoises et à garantir la résilience des chaînes d'approvisionnement occidentales», ont déclaré les deux pays lors de la conclusion d'un accord-cadre en octobre dernier.

Dans cet accord, l'Australie et les Etats-Unis ont convenu de fournir chacun au moins 1 milliard de dollars d'investissements dans un portefeuille de projets prioritaires de minerais critiques d'une valeur de 8,5 milliards de dollars, répartis entre les deux pays au cours des six mois suivants. L'Australie dispose d'importantes réserves de minerais critiques, comme les terres rares, mais la Chine maîtrise le processus de raffinage, techniquement complexe et délicat sur le plan environnemental.

R.I

PORTUGAL

Les taux de recyclage du plastique au Portugal sont en retard par rapport aux objectifs européens

Le Portugal a l'un des taux d'utilisation de matériaux recyclés les plus bas de l'UE, à seulement 3 % en 2024.

Jusqu'à aujourd'hui, lors de l'achat d'une boisson en bouteille ou d'une boisson en canette dans un supermarché au Portugal, le coût du contenant était inclus dans le prix, comme c'est le cas dans la plupart des pays. Depuis le vendredi 10 avril, une consigne d'environ 10 centimes est désormais appliquée sur chaque bouteille et canette achetée. Ce montant sera indiqué sur les reçus séparément du prix du produit. C'est un concept similaire au paiement d'un sac en plastique, mais avec la grande différence qu'il s'agit d'une caution, ce qui signifie que vous pouvez récupérer votre argent. Voici comment cela fonctionne.

Le système de consigne des bouteilles en plastique au Portugal Le programme «Volta» vise à encourager les consommateurs à recycler les emballages (bouteilles et canettes en plastique, métal et aluminium) pour aider le Portugal à atteindre son objectif de collecter 90 pour cent des bouteilles et canettes couvertes par le SDR (Système de dépôt et de remboursement) d'ici 2029.

Tous les emballages ne sont pas inclus dans le nouveau système. Seules les bouteilles et canettes jusqu'à trois litres seront vendues moyennant un supplément d'environ 10 centimes.

Les colis ne peuvent pas être aplatis et doivent être en bon état une fois insérés dans la machine

L'emballage ne peut pas être aplati et doit être en bon état une fois inséré dans la machine

Ce nouveau système de DTS pour les bouteilles et les canettes intervient après le très faible taux d'utilisation de matériaux recyclés du Portugal en 2024, autour de 3 %, le troisième plus bas parmi les États membres de l'UE.

Le Portugal recycle actuellement 37 pour cent des bouteilles, bien en deçà de l'objectif européen de 70 pour cent fixé pour 2030. Plusieurs pays européens, comme l'Allemagne, la Norvège, la Suède, le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Lituanie, l'Estonie, les Pays-Bas, la Croatie et la Belgique, ont déjà mis en place des systèmes de ce type, et certains d'entre eux le font depuis plus d'une décennie.

Agence

UTILISATEURS MAC

Pourquoi vous devez mettre à jour ChatGPT avant le 8 mai 2026

OpenAI va révoquer ses certificats de signature macOS, après qu'un workflow de build interne a exécuté une version corrompue de la bibliothèque JavaScript Axios. Passé le 8 mai, ChatGPT Desktop, Codex et Atlas sur Mac cesseront de fonctionner.

Dans la nuit du 30 au 31 mars 2026, des attaquants, attribués à la Corée du Nord par les chercheurs de Palo Alto Networks' Unit 42, ont compromis le compte npm d'un mainteneur d'Axios, bibliothèque JavaScript téléchargée plus de 300 millions de fois par semaine. En 39 minutes, deux versions malveillantes ont été publiées : axios@1.14.1 à 00h21 UTC, puis axios@0.30.4 à 01h00. Aucune ne contenait directement du code infecté. Toutes deux introduisaient en revanche une dépendance cachée vers plain-crypto-js@4.2.1, un paquet délibérément nommé pour imiter une bibliothèque cryptographique légitime, dont l'unique fonction était de déployer un trojan d'accès distant (RAT) multiplateforme, détecté et signalé par Sonatype quatre minutes après publication, mais trop tard pour les pipelines automatisés qui l'avaient déjà téléchargé.

Un certificat Apple dans le viseur

Le pipeline de signature des applications macOS d'OpenAI, un workflow GitHub Actions, a automatiquement récupéré axios@1.14.1 au moment de sa publication. Ce workflow avait accès aux certificats et matériaux de notarisation utilisés pour signer ChatGPT Desktop, Codex et Atlas auprès d'Apple. Or la menace Axios frappait indifféremment Windows, Linux et macOS, alors que l'enjeu pour OpenAI concernait exclusivement la chaîne de signature macOS. Sur macOS, Gatekeeper valide chaque application via ces certificats. Avec un certificat OpenAI potentiellement exposé, un attaquant aurait pu distribuer une fausse application signée, reconnue comme authentique par



le système, sans blocage. OpenAI a confirmé dans son billet officiel n'avoir trouvé aucune preuve d'accès aux données utilisateurs, de compromission de systèmes ou de modification de logiciels. Pourtant, un certificat exposé sans révocation immédiate représente une surface d'attaque exploitable à tout moment. OpenAI travaille avec Apple pour bloquer toute nouvelle notarisation via l'ancien certificat, tandis que les nouvelles builds signées avec les certificats remplacés sont déjà disponibles.

Pourquoi le 8 mai en date butoir

Après le 8 mai 2026, les anciennes versions de ChatGPT Desktop, Codex, Atlas et Codex CLI sur Mac ne recevront plus aucune mise à jour et pourraient devenir pleinement non fonctionnelles. Pas besoin de changer son mot de passe : OpenAI a précisé que les identifiants et clés API n'ont pas été touchés. Une

mise à jour depuis l'invite intégrée à l'application, ou via les liens officiels d'OpenAI, suffit. Pour les développeurs ayant installé axios@1.14.1 ou axios@0.30.4 entre le 31 mars et le 1er avril 2026, Sonatype recommande de désinstaller ces versions sans délai, d'auditer les arbres de dépendances, de pivoter toutes les clés d'accès et de reconstruire les environnements concernés depuis un état propre. StepSecurity, Snyk, Wiz et Vercel ont chacun conclu que toute machine ayant exécuté ces paquets devait être traitée comme compromise, avec rotation immédiate de toutes les clés d'accès.

Sur les machines des développeurs touchés, le RAT s'installait en moins de 1,1 seconde après le lancement de npm install, effaçait ensuite ses propres traces et remplaçait son package.json par une version propre, au point qu'un audit post-infection ne montrait rien de suspect.

Plus chère qu'un ordinateur pro !

L'incroyable prix de la nouvelle carte SD SanDisk de 2 To

Capacité record, débits extrêmes et prix vertigineux, avec sa nouvelle carte SD Extreme Pro UHS-II de 2 To, SanDisk repousse les limites du stockage amovible... Et du portefeuille. SanDisk frappe fort avec cette nouvelle carte SD Extreme Pro UHS-II de 2 To, qui se positionne comme l'une des plus ambitieuses du marché. L'objectif est ici d'offrir à la fois une capacité massive et des débits capables de suivre les usages les plus exigeants... À condition d'en avoir l'utilité et d'y mettre le prix, comme le rapporte Gizmo-china.

Une nouvelle carte SD Extreme Pro UHS-II de 2 To chez SanDisk

Sur le plan technique, la nou-



velle carte signée SanDisk affiche des vitesses allant jusqu'à 310 Mo/s en lecture et 305 Mo/s en écriture. Des performances rendues possibles par l'interface UHS-II, bien plus rapide que le standard UHS-I encore majoritaire. Bien sûr, ces performances ne sont pas là uniquement pour flatter une fiche technique, mais

pour répondre à des besoins très concrets. La carte est conçue pour les flux de travail les plus exigeants, comme la captation vidéo en 8K ou la photographie en rafale haute résolution, où la vitesse d'écriture soutenue est cruciale. Et pour la petite histoire, il ne s'agit pas d'une carte mémoire compatible avec la Switch 2, la

console de Nintendo ayant jeté son dévolu sur la norme SD Express.

Un tarif élitiste qui cible clairement les professionnels

À cela s'ajoute une robustesse renforcée, avec la certification IP68, soit la garantie d'une résistance à l'eau, à la poussière et aux chutes jusqu'à plusieurs mètres. Un argument clé pour les tournages en conditions difficiles. Bien sûr, c'est aussi (et surtout ?) son prix qui attire l'attention, à savoir 1.999,99 dollars (et 2.509 € en Europe). Un tarif qui place cette carte SD dans une catégorie à part, aux antipodes des solutions grand public. Sa petite sœur, en version 128 Go, est affichée au prix de 285,99 € sur le site officiel SanDisk.

CLAUDE MYTHOS et si c'était Anthropic qui nous racontait des mythes ?

Le nouveau modèle d'Anthropic a déclenché une réunion d'urgence entre la Fed, le Trésor et les patrons de Wall Street. Mais les chiffres avancés méritent qu'on s'y attarde. Mardi 8 avril, Scott Bessent (Trésor) et Jerome Powell (Réserve fédérale) ont convoqué les PDG des grandes banques américaines. Lieu : le siège du Trésor à Washington. Objet de la réunion : les risques cybersecritaires posés par Claude Mythos, le nouveau modèle d'Anthropic. Jamie Dimon, patron de JPMorgan, était le seul absent. Les autres dirigeants de Citi, Morgan Stanley, Bank of America, Wells Fargo et Goldman Sachs ont répondu présent. Quand les deux plus hauts responsables monétaires des États-Unis s'inquiètent d'un modèle d'IA, on tend l'oreille. Mais ont-ils raison de s'alarmer, ou se sont-ils fait avoir par un argumentaire commercial bien ficelé ?

198 revues manuelles pour extrapoler « des milliers » de failles

Anthropic affirme que Mythos Preview a identifié « des milliers de vulnérabilités critiques » dans tous les systèmes d'exploitation et navigateurs majeurs. Le chiffre impressionne. Sa méthodologie, moins. Dans son rapport technique, l'entreprise reconnaît ne pas pouvoir « affirmer avec certitude » que toutes ces vulnérabilités sont effectivement critiques. La raison : sur l'ensemble des failles détectées, seules 198 ont fait l'objet d'une vérification manuelle par des experts humains. Sur cet échantillon, 89 % des évaluations de sévérité attribuées par le modèle correspondaient exactement à celles des validateurs. Anthropic en conclut que « si ces résultats se maintiennent », le modèle aurait trouvé plus d'un millier de failles critiques supplémentaires. Sans aller jusqu'à parler de loi des grands nombres, l'extrapolation statistique est classique. Mais elle repose sur un postulat fragile : que les 198 cas vérifiés soient représentatifs de l'ensemble. Rien ne le garantit. Les tests sur des bases de code open source (7 000 projets OSS-Fuzz) ont produit environ 600 crashes exploitables et 10 vulnérabilités sévères. Pas exactement « des milliers ».

Le même scénario qu'avec GPT-2, les mêmes acteurs

L'histoire a un air de déjà-vu. En février 2019, OpenAI déclarait son modèle GPT-2 « trop dangereux pour être publié ». La communauté IA avait roulé des yeux, soupçonnant un coup de communication. Le modèle avait finalement été libéré neuf mois plus tard, après que les risques annoncés ne se soient jamais matérialisés. À l'époque, le responsable de la communication d'OpenAI s'appelait Jack Clark. En décembre 2020, il quittait l'entreprise pour cofonder Anthropic avec Dario et Daniela Amodei, eux-mêmes chercheurs chez OpenAI. Sept ans plus tard, la même équipe rejoue la partition du modèle trop puissant pour le grand public. La différence, cette fois, tient aux preuves avancées. Anthropic cite des failles réelles : un bug de 27 ans dans OpenBSD, une vulnérabilité de 16 ans dans FFmpeg. Ces découvertes sont vérifiables. Mais elles ne justifient pas nécessairement le niveau d'alerte déclenché auprès des régulateurs. Powell et Bessent disposent-ils d'informations que le public ignore ? Possible. Anthropic entretient des « discussions continues » avec la CISA et le NIST, selon un porte-parole. Autre hypothèse : les régulateurs ont pris les affirmations d'Anthropic pour argent comptant, sans examiner la méthodologie sous-jacente. L'entreprise prépare son introduction en Bourse pour octobre 2026, avec une valorisation dépassant 300 milliards de dollars. Un modèle « trop dangereux pour être public » fait une excellente histoire à raconter aux investisseurs. Et aux banquiers centraux, apparemment. Project Glasswing, l'initiative lancée par Anthropic autour de Mythos, ressemble à s'y méprendre à une opération de relations publiques ciblant les grands comptes. Les partenaires annoncés (AWS, Apple, Google, Microsoft, NVIDIA) correspondent exactement au portefeuille clients que vise Anthropic pour ses offres entreprise. Les 100 millions de dollars de crédits promis aux participants ne sont pas de la philanthropie. C'est un coût d'acquisition client déguisé en initiative de sécurité. Le discours sur les risques existentiels sert de levier commercial. La vraie question n'est pas de savoir si Mythos est dangereux. C'est de savoir qui tire profit de cette peur.

BYD PASSE UN ACCORD AVEC KFC

Pourrez-vous manger aussi vite que votre voiture recharge ?

BYD produit non seulement des voitures hybrides et électriques, mais aussi les batteries qui les alimentent et les bornes qui les chargent. La marque vient de passer un accord avec la chaîne de fast-food KFC pour installer ses chargeurs ultra-rapides sur les parkings de certains restaurants, avec la possibilité d'avoir sa commande livrée à la voiture pendant que celle-ci charge. Mais les clients auront-ils seulement le temps de finir leur repas avant la fin de la recharge ?

Quelques semaines après la présentation de sa borne ultra-rapide 1 500 kW, BYD vient de signer un nouvel accord pour son déploiement. En Chine, le constructeur va équiper des parkings de fast-food KFC de ses bornes. L'idée est simple : les conducteurs pourront charger leur BYD le temps d'un repas, mais attention, si la voiture en question est équipée d'une batterie Blade 2.0, il faudra faire vite : BYD promet un passage de 10 à 97 % en neuf minutes à température ambiante, à condition, bien entendu, d'avoir le véhicule adéquat. La première voiture équipée de cette batterie sera la Z9GT de la filiale premium de BYD : Denza. Bien qu'aucune des deux entreprises n'aient communiqué le nombre de chargeurs mis en place sur les parkings de la chaîne, l'expansion devrait être assez rapide, puisque BYD a pour objectif d'avoir 20 000 de ces chargeurs 1 500 kW en service d'ici la fin de l'année. Pour ordre d'idée, la marque a inauguré sa 5 000e station de ce type en Chine en même temps qu'elle dévoilait cet accord. Ce genre d'initiative n'est pas



une première : aux États-Unis, Starbucks a déjà passé des accords similaires avec Mercedes et Volvo.

Un partenariat qui va jusqu'à l'intérieur des voitures

L'accord passé entre BYD et KFC va plus loin que des bornes de recharge sur les parkings des restaurants. Le constructeur va, par ailleurs, intégrer

l'application de l'enseigne de fast-food dans l'interface native de ses voitures, avec quelques fonctions supplémentaires. Les utilisateurs pourront passer commande directement depuis l'écran ou la commande vocale de la voiture, qui se sera chargée au préalable de trouver le restaurant le plus proche de sa localisation. Le but de cette application est que la commande soit prête juste à temps pour l'arrivée des clients, afin

d'être encore à température à leur arrivée. Ils pourront ainsi récupérer leur commande au drive-thru puis manger sans attendre, et n'auront à sortir de la voiture que pour la brancher. En dix minutes à peine, estomacs et batteries pourront être remplis avec le minimum d'effort. De quoi ravir les médecins, entre l'absence d'activité physique et les qualités nutritionnelles de la nourriture... Si l'annonce de ces recharges hyper rapides a eu l'effet de faire revenir en concession les clients chinois après un mois de février en baisse de 41 % par rapport au même mois en 2025, il est plus incertain que ce nouvel accord ait un effet aussi fort. Pour le moment, cette alliance ne porte que sur la Chine et, bien que BYD ait déjà annoncé que sa Fast-charging station sera déployée en Europe dès la seconde moitié de l'année, on ne devrait pas voir de sitôt ce type de borne sur les parkings des KFC européens. Toutefois, la Z9GT compatible avec les recharges ultra-rapides devrait faire son apparition sur notre marché dans les prochaines semaines.

Le Jaecoo 7 passe au full hybrid

Déjà commercialisé en version hybride rechargeable, le Jaecoo 7 veut ratisser plus large en proposant une version full hybrid, reprenant la mécanique du Jaecoo 5. Une association qui lui permet d'être l'un des rares SUV compacts à débiter sous la barre des 30 000 €. Désormais officiellement disponible dans l'Hexagone, la gamme Jaecoo doit, désormais, grandir pour attirer les automobilistes français dans les plus de 70 showrooms que compte notre pays. Après le 7 hybride rechargeable, l'innéité 5 et avant le "gros" 9, c'est à nouveau le 7 qui fait parler de lui. Il reprend, en effet, la motorisation full hybrid de son petit frère. S'il vient juste de débarquer sur nos routes, le Jaecoo 7 n'est pas tout à fait une nouveauté. Cela fait presque 3 ans qu'il est vendu en Chine sous le nom de Chery Tansuo 06, Jaecoo étant une marque réservée à l'export. Sous ce label, la présentation de ce SUV date de fin 2023. L'année suivante, la commercialisation a débuté dans plusieurs pays européens, notamment l'Espagne et le Royaume-Uni. Dans un premier temps, seule la variante SHS-P (Super Hybrid System-Plug-in) était commercialisée. Une auto qui nous avait déjà faite bonne impression, comme en atteste l'essai d'Alexandre. Mais l'hybride rechargeable n'a plus franchement la cote dans notre pays et, pour séduire massivement, le Jaecoo 7 devait développer son offre. Place, donc, au Jaecoo 7 SHS-H (Super Hybrid System-Hybrid), doté d'un moteur 1.5 essence de 143 ch et d'un bloc électrique de 204 ch. Déjà vu sous le capot du "petit" 5, cet attelage développe la puissance maximale combinée de 224 ch. De



quoi en faire, du moins sur le papier, un SUV capable d'entreprendre de longs trajets sans aucune difficulté, y compris lorsque famille et bagages sont à bord.

Une chinoise à l'européenne

Quelques semaines seulement après son arrivée sur le marché français, il n'était évidemment pas question de faire évoluer esthétiquement le Jaecoo 7. Pourtant, les plus fins observateurs trouveront un moyen infaillible de distinguer dans la rue cette nouvelle version hybride de l'hybride rechargeable. Et il n'est pas seulement question du logo présent sur le hayon (HYBRID sur l'hybride et PHEV sur l'hybride rechargeable). En effet, les baguettes latérales du premier sont entièrement noires tandis que, sur le second, elles arborent un motif type pixel blanc. Pour le reste, on retrouve les lignes évoquant la robustesse mais aussi, plus subtilement, toutefois, que sur le 5, certains modèles Land Rover. La signature lumineuse avant et l'imposante calandre donnent à la proue pas mal de caractère, tandis que la

poupe paraît parfaitement posée sur le bitume grâce aux ailes arrière élargies. À bord, la présentation est moderne et plutôt élégante. Les inserts chromés et l'habillage en cuir synthétique donnent, au premier abord, une impression de qualité au sommet. Dans le détail, toutefois, certains plastiques sont assez bas de gamme et quelques assemblages pas irréprochables. Ce Jaecoo est, néanmoins, dans la bonne moyenne de son segment en matière de qualité de fabrication. D'autant que la sellerie, d'office en "faux cuir" sur le haut de gamme Exclusive, est assez valorisante. Nous n'en dirons pas autant en ce qui concerne l'ergonomie. La faute presque exclusive à la tablette centrale, dont l'interface a pourtant déjà été revue depuis notre essai (notamment en y intégrant des profils permettant à chacun de conserver ses réglages de sièges et de rétroviseurs extérieurs) de la version PHEV, qui cumule à l'excès les menus et sous-menus. Pas facile de s'y retrouver, d'autant que certaines traductions de noms de fonctions se révèlent un

peu approximatives. Autre faux pas en matière d'ergonomie : la poignée intérieure de la porte conducteur ne tombe pas naturellement sous la main. On regrette également la position de conduite un peu trop verticale, qui donne davantage l'impression d'être au volant d'un monospace que de celui d'un SUV. Quant à l'espace intérieur, il est généreux, en particulier aux places arrière où une paire d'adultes aura largement ses aises. Une petite prouesse sachant que le Jaecoo 7 est, avec ses 4,50 m, l'un des plus courts de sa catégorie. Pas d'inquiétude en ce qui concerne les bagages, qui trouveront facilement leur place dans les 500 l de la malle.

Tranquillité et sobriété

Bien qu'il pèse un quintal de plus que la Jaecoo 5, le 7 n'a pas revu sa mécanique. Avec 224 ch, cette version hybride affiche, quoi qu'il en soit, un niveau de puissance suffisamment confortable pour un SUV de ce segment. Et comme ne se lassent pas de le répéter les équipes du

constructeur, ce modèle a été conçu de façon à favoriser la souplesse de conduite, et non pas les performances. Orce est de reconnaître que, sur ce point, le contrat est rempli. La mécanique, ou plutôt les mécaniques dans le cas présent, ne délivre aucun à-coup. Malgré la multiplication des modes de fonctionnement (100 % électrique, hybride série et hybride parallèle), le fonctionnement semble parfaitement linéaire. Un peu trop peut-être, lorsque l'on tente un dépassement express. Cette douceur s'étend jusque dans les sièges, moelleux, et les réglages de suspension. Ces derniers ont clairement pour vocation d'effacer les défauts de la chaussée, et pas d'offrir du dynamisme à la conduite. De toute façon, avec ses pneus à flanc haut (des 235/50 R19), le Jaecoo 7 sanctionne immédiatement les tentatives de hausser le rythme par des amorces de sous-virage... heureusement efficacement contrôlées par l'ESP bien calibré. Pestons également sur le calibrage de la direction, trop souple, y compris lorsque l'on bascule en mode Sport. Ce dernier n'a, d'ailleurs, guère d'intérêt car s'il fait légèrement progresser les capacités de reprise, cela se paie par un fonctionnement "haché" de la boîte de vitesses, incongru sur un véhicule à la conception aussi récente. Rapidement, on reprend donc un rythme de "bon père de famille", le plus efficace lorsqu'il s'agit de jauger des qualités en matière de confort, d'insonorisation, mais aussi de sobriété. Car, malgré une masse à vide supérieure à 1 700 kg, il est aisé de rester sous la barre des 6 l/100 km sur un parcours varié. Une bonne nouvelle pour le budget familial.

Mots fléchés

Mille-pattes		Originale		Chambre d'un troufion		Aimé d'Aphrodite		Oui outre-manche		Inventée		Orifice externe du rectum		Impôt français pour les gens aisés
Mollusque								Ragoût grossier						
										Rayon d'une étoile				
										Stupidité				
Mirent		Frère d'armes d'Aramis et de Porthos		Paraître		Habitants d'un havre de verdure								
										Femme dans les banlieues				
Inflam-mation de l'oreille						Pied de deux syllabes								Ville marocaine
Fanal en mer						Moules à la crème (délicieux)		Nouveau congé	Mois estival		Baie jaune	Fils de Chloris		
Maître des vents														
Au dessus du panier					Dent pointue		Dramaturge français (Pierre)							
				Horloges										
				Épiderme										
Fait de se retrouver dans le lieu		Phénomène	Chef-lieu des Pyrénées-Atlantiques	Petit saint			Village de Serbie	Poète français (Paul)						Singe
								Thallium			Tantale	Sous-préfecture du Morbihan		
Echan-crure										Il peut être de verdure				
Sucre simple														
			Édenté					Panneau mobile						
			Mise en demeure					Humide et chaud						
Pour tracer des lignes	Ruthénium			Fromage hollandais	Canard nordique				Erbium			Homme qui a reçu la tonsure		
	Exprimai								Derrière					
					Dieu de l'Amour					Glace anglaise				
					Fébrile					Étain				
Espiègle						Moteur thermique								Pour les hommes, elle remplace la vaisselle
Craintifs								Traité des peaux						
								Froment						
Distancer						Fils en hébreu				Sélection				
						Crique				Payé comptant				
Affût	Licorne de mer							Technétium			Cérium			
	Canton suisse							Auteur italien			Unité de sensibilité à la lumière			
				Fils d'Aphrodite					Paresseux			Note moyenne		
									Alcool pur					
Ancienne Thaïlande		Bisons d'Europe					Brisât							
						Il n'aime pas les étrangers								

PÉTROLE

Le Brent au-delà de 100 dollars

Les cours du pétrole étaient en hausse lundi, s'affichant au-delà des 100 dollars. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, prenait 7,97% à 102,79 dollars (vers 10H30). Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mai, gagnait 8,40% à 104,68 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mardi 14 avril 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

HADJ 2026

L'Arabie saoudite durcit les conditions d'accès à La Mecque

Dans le cadre des préparatifs intensifs pour la saison du Hajj 2026, le ministère de l'Intérieur saoudien a dévoilé ce lundi un ensemble de mesures réglementaires strictes. L'objectif affiché est clair : garantir la sécurité des fidèles et assurer le bon déroulement des rituels dans des conditions optimales de fluidité et de sérénité. À compter de ce mardi 14 avril 2026, l'accès à La Mecque est désormais soumis à une autorisation préalable. Le ministère a précisé que tout résident étranger souhaitant entrer dans la zone métropolitaine doit être muni d'un permis officiel délivré par les autorités compétentes. Toute personne ne disposant pas de ce document se verra refuser l'entrée aux points de contrôle de sécurité. Par ailleurs, le ministère a apporté des précisions essentielles concernant la gestion des visas et des pèlerinages de la Omra, fixant au samedi 18 avril 2026 la date limite de départ pour tous les visiteurs détenteurs de ce type de visas. À compter de cette même échéance et jusqu'au dimanche 31 mai 2026, l'émission de nouveaux permis via l'application Nusuk sera totalement suspendue pour les citoyens saoudiens, les ressortissants des pays du CCG, ainsi que pour les résidents du Royaume et les titulaires de tout autre type de visa. Le dispositif de sécurité sera considérablement renforcé au niveau des points de contrôle (check-points) entourant la ville. Le ministère a fermement rappelé que tout contrevenant sera systématiquement refoulé. De plus, les autorités saoudiennes appellent l'ensemble des citoyens et résidents au strict respect de ces directives. Le communiqué souligne que toute infraction aux règlements en vigueur exposera ses auteurs à des sanctions administratives et judiciaires sévères.

FRANCE

Lafarge reconnu coupable de «financement du terrorisme»

Le cimentier français Lafarge et huit anciens responsables ont été reconnus coupables ce lundi par le tribunal de Paris de financement de terrorisme. Le cimentier français Lafarge et huit anciens responsables ont été reconnus coupables ce lundi par le tribunal de Paris de financement de terrorisme en 2013 et 2014, pour avoir payé des groupes djihadistes afin qu'ils laissent tourner une usine au milieu de la guerre en Syrie. La société Lafarge, avalée depuis par l'entreprise suisse Holcim, a procédé à des paiements à trois organisations djihadistes dont le groupe Etat islamique (EI), à hauteur de près de 5,6 millions d'euros, a établi le tribunal correctionnel dans son jugement, qui a souligné que cela leur avait permis de «préparer des attentats terroristes», notamment ceux de janvier 2015 en France. « Cette modalité de financement des organisations terroristes, et à titre principal de l'EI, a été essentielle comme participant à la mainmise de l'organisation terroriste sur les ressources naturelles de Syrie, lui ayant permis de financer des actes terroristes sur zone et projetés à l'extérieur, notamment en Europe », a souligné la présidente du tribunal, Isabelle Prévost-Desprez.

R.I.

PAPE LÉON XIV EN ALGÉRIE

Une visite historique

Par Réda Hadi

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réservé un accueil officiel, lundi à l'aéroport international Houari-Boumediene, au pape Léon XIV, qui effectue une visite officielle en Algérie. Après avoir écouté les hymnes nationaux des deux pays, le président de la République et le pape Léon XIV ont passé en revue des détachements des différentes Forces de l'Armée nationale populaire (ANP) qui leur ont rendu les honneurs, au moment où les 21 coups de canon retentissaient en l'honneur de l'hôte de l'Algérie. Le pape Léon XIV a, ensuite, salué les hauts responsables de l'Etat venus l'accueillir. De son côté, le président de la République a salué la délégation accompagnant le Souverain pontife. Après s'être rendu au Sanctuaire du Martyr à Alger, où il s'est recueilli à la mémoire des chouchouhads, lors de son discours, le souverain pontife a notamment souligné que « l'Algérie est un pays noble, doté d'une histoire ancienne et riche en traditions qui remonte à l'époque de Saint-Augustin, et bien avant ». Il a ajouté que « l'histoire de l'Algérie a connu la douleur et a traversé des périodes de violence, mais vous avez su surmonter tout cela avec honneur et courage ». Lors de son discours, il n'a pas également omis d'ajouter que « sur cette terre de rencontre des cultures et des religions, le respect mutuel est la voie qui permet aux peuples de cheminer ensemble ». Pour sa part, Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que la visite du



pape Léon XIV en Algérie constitue un événement « historique dans le sens absolu du terme ». S'exprimant à la Grande Mosquée d'Alger, le chef de l'Etat a souhaité la bienvenue au souverain pontife. Il a déclaré : « Au nom de l'Algérie, peuple, gouvernement et institutions, il m'est particulièrement agréable et honoré de vous souhaiter la bienvenue, Sa Sainteté le pape Léon XIV, en terre d'Algérie, terre de grande histoire, de rencontre des civilisations et de leur brassage, terre d'authenticité profondément enracinée. » Le président Tebboune a souligné que cette visite revêt une portée exceptionnelle. « Votre présence constitue un événement historique dans le sens absolu du terme. Il s'agit de la première vi-

site d'un pape en Algérie depuis notre indépendance. Ce qui lui confère un caractère unique, porteur de nos aspirations communes et de nos ambitions partagées à plusieurs niveaux. » Abdelmadjid Tebboune a également rappelé la dimension spirituelle et historique de l'Algérie. Il a évoqué ainsi Saint Augustin. « La terre d'Algérie a vu naître saint Augustin, l'une des plus grandes figures de la pensée humaine dans l'histoire, originaire de Souk Ahras et évêque d'Hippone, l'actuelle Annaba. » a-t-il rappelé. Le président de la République a réaffirmé la fierté de l'Algérie pour son héritage historique. Il a cité également l'Emir Abdelkader comme l'un des fondateurs de l'Etat algérien moderne, dont le pays revendique pleinement l'héritage.

VILLE NOUVELLE DE HASSI-MESSAOUD

Avancée notable d'un projet de pôle urbain et d'investissement prometteur

La réalisation de la ville nouvelle de Hassi-Messaoud, un des projets urbains structurants et stratégiques dans le Sud du pays, visant à créer un pôle urbain et d'investissement équilibré et prometteur, connaît un avancement notable, au vu des structures et installations déjà réalisées, a-on informé lundi des services de la wilaya d'Ouargla. Cet important projet urbain s'insère dans le cadre de la stratégie nationale de développement des villes nouvelles, et a pour objectif de désengorger l'ancien tissu urbain et se mettre au diapason des mutations socioéconomiques qui connaît la région de Hassi-Messaoud, un des fleurons énergétiques du pays. Lors de sa récente inspection du projet, le wali d'Ouargla, Abdelghani Filali, s'est enquis, à travers la présentation technique qui lui a été faite par les représentants de l'Etablissement de la ville nouvelle de Hassi-Messaoud (EVNH), des différentes phases d'avancement de ses chantiers, ses infrastructures de base et ses programmes de logements et d'équipements publics. Occupant une position stratégique au lieu-dit Oued El-Marâa, à équidistance de 80 km des

villes d'Ouargla, Touggourt et l'actuelle Hassi-Messaoud, le projet s'étend sur une superficie de 4.483 hectares et est appelé à accueillir une population d'environ 80.000 âmes. Le schéma urbanistique du projet prévoit, dans son volet fonctionnel, des zones résidentielles, de futures extensions urbaines, des zones de protection de l'environnement et des zones d'activités logistiques (ZAL). Selon sa fiche technique, le projet accorde une grande importance au volet environnemental, avec la délimitation d'une bande verte de 300 ha peuplée de 40.000 palmiers et 30.000 arbres de différentes essences sylvoicoles, à l'effet de lutter contre la désertification et créer un microclimat, en plus de la projection d'autres ceintures vertes conférant à la ville l'image de modèle de villes durables au cœur du désert. S'agissant des infrastructures de base, un avancement remarquable des chantiers des voies et réseaux divers (eau potable, assainissement, gaz et électricité), avec aussi l'exploitation de l'énergie solaire dans l'éclairage public, la mise en place de la fibre optique et la dotation de la ville d'un centre d'enfouissement technique

(CET). La nouvelle ville disposera d'une interconnexion des voies de communication, avec sa proximité de la RN-3 et du tracé de la ligne ferroviaire en cours de réalisation entre Touggourt et Hassi-Messaoud, en plus d'autres voies d'accès. Le projet devra accueillir en priorité, selon les informations fournies, un programme préliminaire de 16.000 logements devant abriter une population de 70.000 âmes, en plus des équipements publics retenus pour les secteurs de l'éducation, de la santé et des services administratifs. Outre la finalisation de 2.000 logements publics locatifs et le lancement de 2.000 autres, le projet comprend deux complexes hydrauliques d'une capacité de 24.000 m3/jour chacun, devant alimenter en eau potable la population et la zone d'activités, en plus de l'exploitation des eaux souterraines ainsi que la réalisation de châteaux d'eau et de stations de traitement des eaux usées, en vue d'une exploitation rationnelle des ressources en eau.

APS

Publicité

Pour infos

Pour inscriptions

Séminaire

29 & 30 avril 2026

Hôtel Naya Bab Ezzouar

Économie Circulaire et Gestion des Déchets à la faveur de la Loi 25-02 du 20-02-2025

Mr Karim OUAMANE,
Expert gestion des déchets
Ancien Directeur Général
de l'Agence Nationale
des Déchets (AND)
Formateur-Consultant
en environnement,
économie circulaire

Mr Yassine FOUDAD
Consultant/formateur en RH
et Expert ISO 26.000-Fresque RSE
Enseignant RSE-RH,
Directeur du Cabinet de conseil
en RH/RSE « TERENCE » Organisateur
du Colloque annuel « IMPACTS RSE
ALGERIE »

Tél. + 213 (0) 5 50 47 98 08
+ 213 (0) 20 335 620
foudad.y@terence.dz

Tél. Fax : + 213 (0) 28 91 00 60
Mob : + 213 (0) 5 60 90 05 03
Mob : + 213 (0) 7 70 75 20 20
Mob : + 213 (0) 7 70 75 20 21
mti.inststdz@gmail.com